



Royaliste

POUR LA NATION, LA LOI ET LE ROI

MERCREDI 25 FÉVRIER 2026 - N° 1318 - 56^e ANNÉE - 5,00 € - BIMENSUEL DE LA NOUVELLE ACTION ROYALISTE

DIRECTEUR POLITIQUE : BERTRAND RENOUVIN

La leçon de Berlin

Conaissez-vous Johann Wadephul ? Non ? Rassurez-vous, vous n'y perdez rien ! Cet obscur apparatchik de la CDU occupe depuis quelques mois le poste de ministre des Affaires étrangères au sein du gouvernement allemand. Moins pour ses talents de diplomate que pour respecter le quota des ministres CDU au sein de la *Gross Koalition*.

Herr Wadephul fait partie de ces Teutons que la France dérange. Il plaide déjà, sous Merkel, pour que Paris place sa force de frappe sous le contrôle de l'UE ou de l'Otan. Il jugeait la semaine dernière que notre effort de défense était « *insuffisant* »... Venant d'un pays qui n'investissait plus dans son armée depuis des lustres, la leçon est assez cocasse.

On attendait une réponse cinglante de Paris, elle n'est pas venue et c'est bien dommage car Herr Wadephul aurait mérité qu'on lui rafraîchisse les idées sur ce que pèse aujourd'hui l'Allemagne au plan militaire et sur ce qu'elle pèsera demain sans le soutien américain. Que M. Merz « *s'enfle et se travaille* », tel la grenouille de la fable, pour bâtir la « *première armée d'Europe* », c'est son droit, mais il y a encore loin des rêves à la réalité.

Il n'empêche, la leçon de Berlin devrait faire réfléchir nos dirigeants. Pris dans ses rêves de puissance, l'Allemagne est en train d'évaluer d'un autre oeil sa coopération avec la France. On le voit déjà dans le domaine des alliances industrielles, que Berlin n'hésite pas à saboter lorsqu'il n'y trouve plus ses intérêts. On le verra demain si l'on s'engage dans la voie d'un partage de notre dissuasion nucléaire. Il serait grand temps de sortir du piège d'une « *défense européenne* », que l'Allemagne n'envisage aujourd'hui qu'à l'aune de ses propres ambitions.



FLICKR, PHOTO : MEDIACTIVISTA

La violence en mutation

Le lynchage de Quentin Deranque illustre tragiquement la mutation de la violence politique. La stratégie de la tension prend le pas sur les idées.

QUEL QUE SOIT SON ENGAGEMENT, la mise à mort d'un militant politique est un acte insoutenable. Au siècle dernier, l'usage de la violence était contrôlé dans les organisations extrémistes, qui imposaient une stricte discipline intellectuelle et des règles d'action à leurs militants. Aujourd'hui, les groupuscules de l'ultradroite et de l'ultragauche se caractérisent par une inculture politique qui favorise le manichéisme et la libération des pulsions.

discipline intellectuelle et des règles d'action à leurs militants. Aujourd'hui, les groupuscules de l'ultradroite et de l'ultragauche se caractérisent par une inculture politique qui favorise le manichéisme et la libération des pulsions.

Au lieu de lutter contre la contagion violente, La France insoumise a choisi une stratégie de la tension, qui privilégie un antifascisme caricatural face à un danger fasciste imaginaire. C'est irresponsable. Notre éditorial en page 24.

Encore des lacunes de défense

La France réarme, et c'est un point très positif. Mais le format de ses armées est encore trop réduit.

NOUS RÉARMONS. Les commandes sont en hausse, les livraisons aussi : des avions, des bâtiments de la marine, des véhicules pour l'armée de terre, des drones de combat...

Il faut se réjouir de ce sursaut trop longtemps différé sans verser dans l'optimisme. Nous nous réarmons pour décourager toute tentative impérialiste, sur le continent européen

et dans l'Indopacifique. Mais le format de nos armées reste trop modeste pour faire face à l'ampleur et à la diversité des menaces.

Il faut donc intensifier l'effort collectif en se gardant des sempiternelles illusions sur la « *défense européenne* ». Nous devons compter sur nos seules forces. L'article d'Éric Cézembre en pages 3 et 4.

Dans ce numéro :

- Page 4 – L'hydroélectrique en danger.
- Page 6 – Municipales : la stratégie des partis.
- Page 7 – Le tiraillement des Turcs en France.
- Page 9 – La tentation de l'Inde.
- Page 14 – Écologie et politique industrielle.
- Page 17 – Le moment teilhardien.
- Page 18 – Parlons d'amour, toujours.
- Page 21 – Frederik X, garant de l'intégrité du Groenland.

Les Mercredis de la NAR

La Nouvelle Action royaliste organise depuis près de 50 ans un cycle de conférences, les **Mercredis de la NAR**, auxquelles participent régulièrement des personnalités politiques ou du monde intellectuel.

Les conférences sont enregistrées en vidéo, en présence d'un public restreint (pour être invité, adresser une demande sur le serveur du journal lejournale@nouvelle-action-royaliste.fr). Pour accéder à ces entretiens sur notre chaîne YouTube et s'y abonner, un seul lien : www.youtube.com/c/NouvelleActionRoyaliste

■ Mercredi 11 mars

Conférence de Marcel Gauchet :
« *Comment pensent les démocraties.* »

SOURCE : WIKIPÉDIA, PHOTO : ISOKOURAN.



Historien, philosophe et sociologue, **Marcel Gauchet** a été directeur de recherche à l'École des hautes études en sciences sociales et rédacteur du *Débat*. Reconnu pour ses travaux sur les idées politiques, la religion et la modernité, il est l'auteur de nombreux ouvrages de référence, comme *Le Désenchantement du monde* (1985), *L'Avè-*

nement de la démocratie (4 volumes de 2007 à 2017), *Comprendre le malheur français* (2 volumes, 2016 et 2021), *La Droite et la gauche* (2021), *Le Nœud démocratique* (Gallimard, 2024).

Marcel Gauchet présentera son dernier livre *Comment pensent les démocraties* (Albin Michel, janvier 2026).

■ Mercredi 18 mars

Conférence de François Gerlotto sur la longue histoire des liens entre humanité et monde animal.

PHOTO NAR.



Écologue marin et ancien directeur de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD), **François Gerlotto** publie régulièrement dans *Royaliste* des chroniques sur les questions d'écologie et d'environnement. Il préside le comité directeur de la NAR.

Après avoir publié en 2019 *Cataclysmes ou transition, l'écologie au pied du mur* (éditions de l'IFCCE) sur le changement climatique qui nous menace, il se penche sur notre relation aux animaux et à l'ensemble du vivant. L'animal était jadis un

partenaire ; il n'est plus aujourd'hui qu'une mascotte ou une ressource à exploiter. Ce processus atteint un paroxysme avec l'antisépécisme, l'élevage industriel et l'effondrement de la biodiversité.

François Gerlotto présentera son nouveau livre *Les Enfants de Noé* (Éditions France Empire, mars 2026).

■ Mercredis suivants

- Mercredi 1^{er} avril : conférence de Natalia Routkevich, journaliste, spécialiste de la Russie, sur son livre *Le recommencement de l'histoire. D'une perestroïka à l'autre*.
- Mercredi 8 avril : conférence de Jacques Dorémieux, ancien haut magistrat, sur le thème *Justice et démocratie*.
- Mercredi 6 mai : conférence de Edern de Barros, historien du droit, sur son livre *Mably et Condillac, théoriciens de la démocratie tempérée*.

Autres événements

- La ville de Bois-Colombes organise une exposition sur « *La part visible des camps – Les photographies du camp de concentration de Mauthausen* », visites guidées et projection du documentaire *Les résistants de Mauthausen* de Barbara Necek.
- Hôtel de ville de Bois-Colombes (92), jusqu'au 3 mars 2026.

Parutions signalées

- Hubert Védrine et Maurice Godelier, *Après l'Occident*, Perrin, février 2026.
- Stéphane Audouin-Rouzeau, *Notre déni de guerre*, Le Seuil, janvier 2026.
- Émilie Mitran, *Des Américains en France. Quand l'indépendance de l'Amérique se jouait à Paris*, Nouveau Monde, février 2026.



Lot 1674, 101, rue de Sèvres, 75006 Paris
www.archivesroyalistes.org
Issn 0151-5772

Abonnements-Contact :
lejournale@nouvelle-action-royaliste.fr
+33 (0) 1 71 06 32 91

Directeur de la publication : Bertrand Renouvin.
Responsable éditorial : Laurent Tréhu.
Fondateur : Yvan Aumont †.

Rédaction : Dominique Decherf, Hubert de Marans, Frédéric Aimard, Marc Sévrien, Casimir Mazet, Éric Cézembre, Jacques Duconseil, Alain Solari, DJ Heller, Indiana Sullivan, Léon Letellier, Denis Cribier, François Gerlotto, Loïc de Bentzmann.

Directeur politique : Bertrand Renouvin.

Publié par la NAR, Siret : 897 894 127 00017.
Édité par la Spfc-Acip, Siret : 418 322 149 00015.
Imprimé par Rps-repro, Siret : 419 745 484 00024.
Dépôt légal à publication. Cppap n° 0425 d 84.

Abonnez-vous !

VERSION PAPIER ☐ TROIS MOIS (30 €) ☐ SIX MOIS (45 €)

☐ UN AN (70 €) ☐ UN AN SOUTIEN (140 €)

VERSION PDF ☐ UN AN (45 €) ☐ UN AN SOUTIEN (55 €)

☐ Je paye par carte bancaire sur le site archivesroyalistes.org

☐ Je paye par chèque ou virement bancaire à l'ordre de **Spfc-Acip**.

Nom/prénom :

Adresse :

Code postal/Ville/Pays :

Tél. portable : Courriel :

Bulletin – réponse à retourner avec votre chèque ou virement à
Spfc-Acip, 60 rue de Fontenay 92350 LE PLESSIS-ROBINSON
Iban FR76 3 000 4 001 8 700 0102 0632 510 BIC BNPAFRPPXXX

« Conformément à la loi Informatique et libertés du 06/11/1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification de vos données, lesquelles ne sont ni exploitées ni revendues par des organismes tiers ».



SOURCE : MINISTÈRE DES ARMÉES, PHOTO : DGA.

Chronique politique

En cas de guerre, serions-nous prêts ?

par Éric Cézembre.

Royaliste insiste depuis longtemps sur l'urgence d'un réarmement. Non pour agresser qui que ce soit, mais pour dissuader toute puissance à prétention impériale d'entrer en guerre ou de nous contraindre à la soumission. Où en sommes-nous après des années d'« économie de guerre » ?

Notre réarmement est-il en cours ? Oui. En 2025 38 milliards d'euros de commandes, dont le porte-avions de nouvelle génération, une quatrième frégate de défense et d'intervention (FDI), 5 avions de surveillance maritime, 2 AWACS Saab, des torpilles lourdes, des lots supplémentaires de missiles. Cette même année, ont été livrés un satellite d'observation, des missiles balistiques, 11 Rafale, 1 avion de transport A400M, 1 avion ravitailleur, 1 bâtiment ravitailleur de force, 30 blindés Jaguar, 150 véhicules Griffon, modèle qui succède au Véhicule de l'avant blindé (VAB), sur un total de 1872 d'ici 2033, 113 véhicules Serval sur un total de 530, 1 frégate de défense et d'intervention, 1 000 premiers drones du combattant à coût maîtrisé. En 2026, 42 milliards de commandes, avec priorité aux munitions, aux missiles, aux véhicules blindés, sans que les prévisions de livraisons aient été indiquées. Commande ne signifie pas livraison, les délais de fabrication du PANG l'illustrent.

Les armées françaises se hissent donc progressivement au niveau technique d'un conflit de haute intensité et s'y entraînent de façon de plus en plus réaliste. L'arrivée des véhicules du programme Scorpion ouvre l'ère du combat interactif. Nos forces

seront à un niveau technologique supérieur à celui de l'éventuel adversaire en Europe ; elles ont pour elles l'expérience du combat, certes dans un contexte asymétrique. Mais la durée d'activité d'un militaire du rang dans l'Armée de terre n'est que de quelques années, les soldats ayant combattu au Sahel deviendront vite l'exception.

Nos navires reçoivent un armement accru, mais la série des frégates multi-missions (FREMM), référence notamment en matière de lutte anti-sous-marine, prévues initialement au nombre de 17, est stoppée à 8 exemplaires, même si les frégates de défense et d'intervention, plus légères, sont une réussite.

Rappelons aux Diafoirus de la « défense européenne » que ce sont nos partenaires qui ont besoin de nous et non l'inverse.

Des entreprises françaises proposent des armes innovantes, et des sociétés comme Renault vont produire des drones. Cela est d'autant plus encourageant que nos amis ukrainiens peuvent nous fournir un banc d'essai. L'avantage de ces armes nouvelles est de pouvoir être produites rapidement, alors que les programmes majeurs néces-

▲ La frégate de défense et d'intervention *Amiral Ronarc'h* a quitté le chantier de Naval Group à Lorient, le 15 septembre 2025.

sitent des années, voire une génération. Raison de plus pour commencer maintenant, aurait dit Napoléon.

Mieux, mais pas plus grand. – La principale faiblesse reste, comme *Royaliste* le crie, le format réduit de nos Armées, alors qu'un conflit de haute intensité implique, hélas, une attrition rapide. Et que tous les États réarment ; souvent plus vite que nous. Soucieux de rester en deçà du seuil du nucléaire, les belligérants pourraient déplacer, autant que faire se pourrait, le conflit hors de leurs territoires nationaux.

Gagner la bataille aérienne, s'il le faut sans l'apport de l'US Air Force ni des avions d'origine américaine, donc grâce aux Rafale, Gripen et Eurofighter, bien que les deux derniers ne soient pas « ITAR free » : de bonne source, ce ne serait pas perdu d'avance.

Sur terre, nous ne pourrions, dans l'hypothèse d'un conflit majeur en Europe, apporter que 15 000 combattants.

Le général Mandon, chef d'état-major des Armées, déclarait récemment : « *Demain la Marine sera dans la confrontation militaire dure du combat qui se reproduira en mer, ce ne sera pas uniquement de la puissance projetée à terre... Mon aspiration est de regagner de la létalité et du nombre... Le nombre de bâtiments est insuffisant. Et des quantités de missiles embarqués également insuffisantes... J'aurai besoin de nombre de frégates, nombre de sous-marins et nombre d'autres bâtiments qu'il faut concevoir.* » ►

Et il faudra prendre en compte une possible agression simultanée dans l'Indo-Pacifique.

Qui commande ? Quelle doctrine ? – Foch disait : « Depuis que je commande une coalition, j'admire beaucoup moins Napoléon. » Aujourd'hui, le chef désigné est le commandant suprême allié en Europe, un général américain et peut-être demain, allemand. Que ferions-nous si l'allié américain était défaillant ? Quelle chaîne de commandement ? Sommes-nous même sûrs de l'intégrité du système électronique de communication et de commandement actuel de l'OTAN si l'Amérique nous lâche ? Il n'existe plus, depuis la disparition de l'UEO, d'état-major purement européen.

Les armées européennes n'impressionnent pas toutes par leur combativité et leur agilité, même si, lors d'une manœuvre récente, les soldats finlandais ont été priés de ménager des troupes américaines à la peine... Quelle stratégie ? Bloquer les forces adverses ? Mener une guerre de fortifications, longue et meurtrière ? Ou faire fi des « lignes rouges », des menaces nucléaires et infliger une correction à l'ennemi sur son territoire, comme l'ont fait, brièvement, les Ukrainiens ? Autant de désaccords prévisibles entre Européens. Les 15 000 hommes que nous pourrions aligner nous donneront-ils voix au chapitre ?

Les jeux dangereux de M. Macron. – À insister sur la « souveraineté européenne », nos dirigeants nous rendent dépendants de l'Union européenne. Le Parlement européen est saisi d'un amendement étendant aux armements le contrôle des exportations par la Commission... Et on agit l'idée d'une dissuasion nucléaire partagée, où notre force stratégique serait mise à la disposition d'un comité « européen ». Autant dire qu'on ne dissuadera jamais personne. Et que la France ne sera que supplétive.

Arrêtons d'invoquer une prétendue « souveraineté européenne ». Et rappelons aux Diafoirus de la « défense européenne » que ce sont nos partenaires qui ont besoin de nous et non l'inverse. Soyons vigilants sur l'actualisation d'ici juillet de la loi de programmation militaire. « Ne comptons que sur nos propres forces. » ■

Désindustrialisation

L'hydroélectricité en danger

Sous la pression de l'UE, une proposition de loi en discussion depuis le 28 janvier veut faire évoluer le modèle des concessions des barrages hydroélectriques, ouvrant ainsi la porte à une privatisation rampante.

Depuis 2015, la Commission européenne exige de la France, au nom du dogme de la concurrence, qu'elle offre aux entreprises privées la possibilité de gérer les gros barrages hydroélectriques (puissance supérieure à 4,5 MWh) dont 75 % sont aujourd'hui concédés à EDF et 25 % à la Compagnie nationale du Rhône (CNR) et à la Société hydro-électrique du Midi (SHEM), filiale d'Engie. Les barrages sont des équipements stratégiques dont le pilotage répond à de nombreux enjeux : risque de *black-out* électrique, gestion du risque de pénurie d'eau et de conflits entre les besoins de l'irrigation agricole, de l'industrie, du tourisme, et de la préservation de l'environnement sans oublier le besoin en eau pour le refroidissement des centrales nucléaires. Ils présentent l'énorme avantage d'être pilotables quasiment en temps réel.

À cela s'ajoutent des perspectives prometteuses pour la transition énergétique, en particulier à travers la création de stations de transfert d'énergie par pompage (STEP). Celles-ci permettent d'utiliser une surproduction temporaire d'électricité pour pomper de l'eau en aval pour la remettre dans un lac de barrage en amont. Ces STEP permettent déjà de stocker 5 GW d'électricité, auxquels EDF prévoit d'ajouter 2 GW supplémentaires d'ici à 10 ans.

Entre la Commission européenne et la France, pénalisée financièrement, la situation était bloquée depuis 2018. Depuis, des concessions ont expiré, créant un *statu quo* problématique : tous les investissements majeurs (hors maintenance courante) ont été gelés par EDF, qui ne souhaite pas investir dans une infrastructure qu'il n'est plus sûr de pouvoir exploiter. L'amélioration des turbines et le développement des



▲ Le barrage du Chastang sur la Dordogne.

STEP sont donc bloqués depuis 10 ans à cause de l'obstination de l'UE à élargir le champ du marché. Or, selon la Cour des comptes, ce sont 15 milliards d'euros qui doivent être investis dans l'hydroélectricité d'ici à 2040, soit un milliard par an.

Après plusieurs mois de négociations avec Bruxelles, deux députés, Philippe Bolo (MoDem) et Marie-Noëlle Battistel (PS), ont déposé une proposition de loi visant à sortir de cette paralysie. Celle-ci présente notamment deux volets : le premier éloigne en apparence le spectre de la privatisation directe, mais n'interdit pas clairement à l'État de vendre certains barrages ou de faire entrer au capital des acteurs privés s'il le décide dans les années à venir. Le risque de privatisation n'est donc pas écarté.

Le deuxième volet est une capitulation devant l'UE car elle oblige EDF à vendre aux enchères 40 % de l'électricité issue de ses barrages (6 GW). Là encore, pour compenser un soi-disant « abus de position dominante » dont bénéficierait EDF sur un marché de l'électricité uniquement spéculatif. Un système qui rappelle fortement celui de l'ARENH (accès régulé à l'énergie nucléaire historique), qui obligeait EDF à vendre à ses pseudo-concurrents – en réalité des spéculateurs – un tiers de sa production nucléaire à un tarif inférieur à ses coûts de production. Ce système a pris fin depuis au 1^{er} janvier 2026 car il ne profitait qu'à ces spéculateurs au détriment des consommateurs, particuliers et entreprises. Et le système qui l'a remplacé, à savoir un mécanisme de marché assorti d'un « tarif cible », ne protège en rien contre une nouvelle explosion des factures.

Chassez le néolibéralisme par la porte, il revient par la fenêtre... ■

LOÏC DE BENTZMANN.

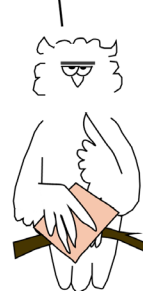
Sur le mur de Jean Chouan

ALORS RÉSUMONS-NOUS. NOTRE BUDGET MILITAIRE ATTEINT 57 MILLIARDS EN 2026, C'EST BIEN ! MAIS « EN MÊME TEMPS »...

...ON DONNE NOTRE INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE À L'ALLEMAGNE, ON LAISSE URSULA DÉCIDER DE NOS EXPORTATIONS D'ARMES,

...ET ON CONFIE NOTRE PARAPLUIE NUCLÉAIRE AU PARLEMENT EUROPÉEN !

À MON AVIS, AUTANT ANTICIPER LE RÉSULTAT ET NOUS RENDRE TOUT DE SUITE À MONTOIRE !



Que reste-t-il des courants politiques ?

Le radicalisme (6)

Sous la V^e République, le Parti radical connut un déclin sans précédent. Tâchons d'expliquer pourquoi.

Il est des signes qui ne trompent pas. Dès l'avènement de la république gaullienne, la boutique radicale perdit des parts de marché. Nouer des alliances avec d'autres forces politiques – exclusivement à gauche jusqu'en 1972 – ne changea rien à l'affaire. Lors des législatives de 1958, la rubrique « radicaux » n'obtint que 7,3 % des suffrages exprimés (contre 11,3 % en 1956). Les législatives de 1962 confirmaient ce reflux ; les 6 % aux municipales de 1964 sonnèrent l'hallali. Comment expliquer une telle perte de vitesse ?

L'on peut avancer deux hypothèses. La première est purement institutionnelle. Déjà, la Constitution de 1958 engendra des divisions, alors même que les radicaux l'abhorraient comme un seul homme tant elle était jugée peu respectueuse des prérogatives du Parlement. Or la situation politique était si chaotique que le Parti radical défendit son adoption le 28 septembre 1958. Rétive, seule l'aile gauche ménédiste fit campagne pour le non, et quitta même temporairement le parti pour rejoindre l'Union des forces démocratiques, soit un cartel électoral regroupant la gauche non communiste hostile au retour du général de Gaulle aux affaires.

La révision constitutionnelle de 1962, qui actait l'élection du président de la République au suffrage universel, constituait une épine supplémentaire dans le pied. Et pour cause : cela contraignait les petites écuries à se ranger derrière un candidat présidentiable pour assurer la survie du fonds de commerce lors des législatives – cette culture hiérarchique et disciplinée de la V^e était aux antipodes des comités radicaux traditionnels.

Sans récuser la première, la seconde hypothèse apparaît plus convaincante en-

core. Advenant en plein milieu des Trente glorieuses, les débuts de la V^e République furent le moment où la France devint majoritairement urbaine, où les grandes surfaces prirent le pas sur les petits commerces, où la massification scolaire aboutit à la disparition du certificat d'études primaire. Autant de mutations socio-économiques qui ne pouvaient être sans conséquences sur le plan électoral, et dont les radicaux pâtirent au premier chef.

En ces temps crépusculaires, se manifestait une lueur d'espoir : Jean-Jacques Servan-Schreiber – fondateur de *L'Express* et atlantiste notoire – fut élu secrétaire général du Parti radical en octobre 1969 ; il imprima rapidement sa marque. Ainsi le congrès de Wagram (février 1970) consacra-t-il la refonte doctrinale du parti symbolisée par le manifeste *Ciel et Terre*. Réforme du système éducatif à travers la suppression des grandes écoles, refus de la transmission hé-

ritaire des richesses, régionalisation, plaidoyer en faveur des États-Unis d'Europe : telles furent les idées-forces brandies. Fort logiquement, le Parti radical attirait désormais jeunes cadres et étudiants.

D'un congrès l'autre : celui de Suresnes, en 1971, aboutit à l'éviction du président radical Maurice Faure et à son remplacement par Servan-Schreiber. Plus qu'une opposition entre deux tempéraments, ce fut une querelle stratégique : hostile au PCF, le nouveau président préconisait une alliance avec les centristes ; l'ancien plaidait en faveur d'une union de la gauche. Les vues étaient irréconciliables, la scission actée. De sorte qu'une partie du mouvement suivit JJSS en adhérant au Mouvement réformateur, tandis que l'autre donna naissance au Mouvement des radicaux de gauche, chapeauté par Robert Fabre. En dépit de cela, l'histoire radicale continua cahin-caha. ■

LÉON LETELLIER.

La Politique au crible

Qui trop embrasse... – Le Premier ministre a-t-il tiré les leçons du désordre qui règne au Parlement ? On peut se le demander à la lecture du programme de travail législatif qu'il a présenté le 17 février : pas moins de dix textes de loi à examiner d'ici la fin de l'été, dont la plupart ne font l'objet d'aucun consensus sur les bancs de l'Assemblée. Sur les projets sécuritaires notamment, on peut s'attendre à des débats enflammés, avec, à chaque fois, le risque de motions de censure. Seuls les textes sur la programmation militaire ou l'urgence agricole pourraient réunir une assez large majorité, mais ils ne seront débattus qu'en juin. D'ici là...

■ Verrouillage. – Gauche et RN s'insurgent contre la nomination d'Amélie de Montchalin à la Cour des comptes au prétexte qu'elle sera demain juge de ce dont elle est aujourd'hui responsable. Il n'y a là rien de bien nouveau : la plupart des prédécesseurs de Mme de Montchalin – de gauche comme de droite – avaient exercé des responsabilités politiques en relation avec le budget et leur indépendance vis-à-vis des pouvoirs en place et de la doxa libérale était toute relative. Les économistes Pierre Khalifa et Jacques Rigaudiat dressaient récemment dans *Le Monde* un portrait au vitriol des organismes de contrôle de la République, où les mêmes succèdent aux mêmes dans le plus pur conformisme idéologique.

■ Trop plein. – La candidature de Bruno Retailleau à la présidentielle de 2027 n'a surpris personne et vient s'ajouter à une liste déjà longue de prétendants, déclarés ou pressentis, à droite et au centre. Certains, comme Valérie Pécresse et Gérard Darmanin, poussent l'idée d'une primaire pour départager cette pléthore de candidats. On ne saurait trop leur conseiller de se rapprocher d'Olivier Faure qui a le plus grand mal à organiser la sienne : après tout, un concours

de beauté rassemblant gauche, centre et droite ne serait pas sans charme pour occuper nos longues soirées de l'hiver prochain. À défaut de programme, on aura au moins le divertissement.

■ Euthanasie. – Malgré l'opposition déclarée des soignants, et alors que les enquêtes d'opinion (comme celle récemment publiée dans *Le Figaro*) confirment que les Français sont plus que réservés sur l'euthanasie et le suicide assisté, l'examen du projet sur « l'aide à mourir » en seconde lecture à l'Assemblée nationale n'a apporté aucune correction significative aux mesures controversées contenues dans ce texte, les morticoles de tous bords ayant veillé au grain. Le texte retourne donc au Sénat où il sera sans doute à nouveau rejeté.

■ Nouvelle-Calédonie. – Comme on pouvait le prévoir, le projet de loi constitutionnel censé transcrire les accords de Bougival de juillet 2025 n'aboutira pas : la gauche de l'Assemblée nationale et du Sénat ainsi que le RN y sont opposés, ce qui exclut son approbation par le Congrès où la majorité requise est des 3/5^{es}. Le président de la République et le gouvernement payent ainsi leur entêtement à avoir voulu passer en force, alors qu'un accord sur l'avenir de l'archipel nécessitera du temps et beaucoup de patience, ce dont le pouvoir actuel ne dispose plus.

HUBERT DE MARANS.



Jean-Jacques Servan-Schreiber (1924-2006). Figure éphémère d'un radicalisme déclinant.



Municipales

Chaque parti veut marquer son territoire

par Laurent Tréhu.

Avant le premier tour des municipales, chaque mouvement politique teste sa propre stratégie pour peser dans les négociations d'alliances dans l'entre-deux-tours. Ou faire cavalier seul.

Dans moins d'un mois, les élections municipales et communautaires rebattront les cartes politiques dans nos territoires. L'enjeu dépasse le cadre communal. Ce scrutin constitue un test national pour les stratégies de chaque formation, à six mois des sénatoriales et à un an de la présidentielle (*Royaliste* n° 1316). Dans la plupart des 34 875 communes, la joute électorale opposera des listes « sans étiquette » ou issues du classique clivage gauche-droite. Mais le véritable match politique se jouera, dès le premier tour (15 mars), dans de moyennes et grandes villes où l'éclatement du paysage partisan brouille les repères traditionnels.

Le RN en mode conquête. – Avec la volonté de faire de 2026 « une année de conquête » pour « enraciner [ses] idées dans les territoires », le Rassemblement national devrait présenter quelque 650 listes (y compris les listes communes avec l'UDR d'Éric Ciotti). En 2020, le parti avait aligné des candidats dans moins de 400 communes. Le parti de Jordan Bardella a également proposé une « charte d'engagement » en treize points, qui permet à des candidats sans étiquette de bénéficier de l'appui logistique et politique du parti sans en porter les couleurs. En

contrepartie, ces candidats doivent « s'engager à parrainer le candidat du RN à la présidentielle » et soutenir la liste présentée par le parti aux sénatoriales. Le maintien de Perpignan, la prise de Marseille et la reconquête de Toulon sont trois de ses objectifs majeurs ; ses autres priorités sont des villes du Sud-Est où la droite traditionnelle est fragilisée (Nice, Nîmes, Narbonne, Carcassonne, Menton) et des cités du Nord et de l'Est, dont Lens, bastion socialiste menacé.

Le véritable match politique se jouera, dès le premier tour (15 mars), dans de moyennes et grandes villes.

LFI corrige le tir. – Il y a six ans, La France insoumise avait « enjambé » les municipales, se limitant à accompagner localement une centaine d'« initiatives citoyennes ». En 2026, LFI opère un virage stratégique majeur. Avec sa « boîte à outils » de 407 mesures qui nourrit les programmes de ses candidats, le mouvement de Manuel Bompard entend désormais « commencer la révolution citoyenne, planifier l'écologie, fortifier l'entraide [et] construire la nouvelle France » à partir des communes.

Il revendique plus de 500 listes avec une présence annoncée dans toutes les villes de plus de 100 000 habitants et dans 80 % des cités de plus de 30 000 âmes. LFI assume l'autonomie au premier tour et le bras de fer avec le Parti socialiste, en particulier dans plusieurs grandes villes historiquement ancrées à gauche (Marseille, Lille, Montpellier, Rennes ou Paris). Le mouvement Insoumis a identifié Roubaix, La Courneuve, Évry, entre autres communes, comme celles où la victoire est « un objectif crédible » au regard de ses scores aux européennes de 2024 et à la présidentielle de 2022.

Le PS fait de la résistance. – Le Parti socialiste compte aujourd'hui environ 1 200 maires dans ses rangs. Il affirme diriger « un quart des villes de plus de 20 000 habitants ». Et neuf des vingt plus grandes villes de France. Au premier tour, Olivier Faure défend une stratégie d'alliances prioritairement avec Les Écologistes, le Parti communiste français et d'autres forces de gauche, mais sans accord global avec La France insoumise. Le PS devra résister à LFI qui vise plusieurs cités socialistes dans les banlieues populaires et des métropoles, et à des écologistes sur des listes dissidentes et autonomes dans quelques villes. Au PS, l'objectif affiché est de préserver ses positions dans les grandes villes convoitées par la droite et de reprendre des mairies perdues en 2020 (Metz, Auxerre) ou qui avaient basculé en 2014 (Toulouse, Reims, Saint-Étienne, Limoges). Afin de pouvoir peser dans la recomposition de la gauche et de se projeter vers la présidentielle.

◀ **Les représentants des candidats** aux élections municipales font du porte-à-porte avant le premier tour.

LR sur la défensive. – Voici Les Républicains bousculés à hue et à dia en interne et tiraillés entre la coalition RN-UDR, d'un côté, et le bloc central, de l'autre. Citons une étude de la Fondation Jean-Jaurès : aux législatives de juillet 2024, « seuls 8,57 % des 280 maires LR des villes de plus de 10 000 habitants ont vu un député LR élu sur leur territoire quand 25 % d'entre eux ont vu un député RN élu et 27,5 % un député du bloc présidentiel élu ». Le parti de droite, qui compte quatorze maires (comme le PS) dans des villes de plus de 100 000 habitants, aborde les municipales avec une posture défensive. Ce qui ne l'empêche pas de miser sur quelques opportunités. Fin 2025, Les Républicains s'étaient dit prêts à privilégier, localement, des « alliances naturelles » et des soutiens dès le premier tour, avec le centre droit pour ravir ou reconquérir des villes de gauche (Bordeaux, Annecy, Lyon). Une démarche qui a échoué à Strasbourg, à Rennes et à Besançon.

Les Écologistes défendent les acquis. – Sur le terrain, la stratégie des Écologistes (ex-EELV) se décline en combinaisons variables : ici, listes communes avec le PS et la gauche hors LFI ; là, maintien de listes autonomes au premier tour puis fusions « de responsabilité » avec les forces de gauche « compatibles » au second tour. Sur le plan national, la ligne affichée est de rassembler la gauche et Les Écologistes, sans La France insoumise, pour préparer la primaire de la gauche prévue en octobre. Une ligne d'union qui a été contestée dans plusieurs fédérations aux ancrages locaux parfois plus en phase avec LFI ou attachés à l'indépendance au premier tour. Le principal mouvement écologiste aborde ce scrutin avec l'ambition de conserver ses sept villes de plus de 100 000 habitants remportées en 2014 (Grenoble) et en 2020 (Lyon, Bordeaux, Besançon, Annecy, Poitiers, Tours), présentes comme vitrines de leur capacité à gouverner localement... Et durablement. Après deux mandats à Grenoble, le maire sortant Éric Piolle passe le relais à une candidate désignée par des militants de gauche et rejointe par le PS.

Dans les autres partis. – Le bloc central (Renaissance, Horizons, MoDem, UDI) privilégie les alliances au centre droit et jusqu'à droite au premier tour : une manière de tirer les leçons du scrutin de 2020 où Renaissance avait encaissé une sérieuse déroute électorale. Le PCF, qui investit jusqu'à 2 000 candidats, fait face à des listes LFI concurrentes dans plusieurs de ses bastions historiques, notamment à Montreuil, Vitry-sur-Seine et Vénissieux. Enfin, Reconquête voit dans les municipales une étape de « précampagne » présidentielle. ■

Immigration

Les tiraillements des Turcs en France

La diaspora turque, forte d'environ 700 000 membres, parvient-elle à concilier intégration républicaine et préservation identitaire ?

Contrairement à l'image stéréotypée des diasporas musulmanes, les Turcs oscillent entre une tolérance historique héritée de l'Empire ottoman et un attachement viscéral à la famille, vue non comme un simple lien social, mais comme une extension de la nation elle-même. Ce tiraillement, exacerbé par l'histoire migratoire et les dynamiques communautaires, pose la question.

Des migrations économiques aux exils politiques. – L'immigration turque en France débute dans les années 1970, marquée par une quête d'opportunités économiques face à la pauvreté et à la corruption endémiques de la Turquie kémaliste. Les premiers arrivants, souvent des ouvriers modestes originaires d'Anatolie, fuient un pays en pleine industrialisation forcée mais rongé par l'instabilité. Mustafa Kemal Atatürk, fondateur de la République laïque en 1923, avait imposé une modernisation autoritaire, mais les décennies suivantes voient une dérive : inflation galopante, inégalités criantes et répression des oppositions. Les migrants cherchent un « travail honnête », comme l'expriment les témoignages d'époque, dans les usines automobiles ou le BTP français, profitant des accords bilatéraux de 1963.

Ce flux s'intensifie dans les années 1975-1980 avec les crises politiques. La Turquie sombre dans un climat de violence entre ultranationalistes et gauchistes, culminant avec le coup d'État militaire du 12 septembre 1980. L'armée, autoprocla-

mée garante de la laïcité kémaliste, justifie son intervention par la nécessité de protéger la République contre les « menaces islamistes et communistes ». Ironie du sort : ces événements poussent des milliers de Turcs – intellectuels, syndicalistes et familles entières – vers l'exil en France. La diaspora s'installe durablement, passant d'une migration temporaire à une implantation familiale. Selon l'INSEE, le nombre de Turcs en France double entre 1975 et 1990, formant des zones à Strasbourg, Mulhouse et Paris (quartier de Belleville).

Cette histoire forge une identité diasporique hybride : les Turcs importent un nationalisme laïque teinté d'islam sunnite modéré, mais l'éloignement de la patrie amplifie les peurs d'assimilation. Contrairement aux diasporas maghrébines, souvent marquées par le postcolonialisme, les Turcs se perçoivent comme une « famille élargie » plutôt qu'un peuple conquis, ce qui nourrit une résilience discrète mais tenace.

Intégration républicaine versus nationalisme familial. – Au cœur de la diaspora turque réside une tension fondamentale : la volonté d'intégration se heurte au bastion familial, incarnation des traditions, coutumes et honneurs. La culture turque, historiquement tolérante – des derviches soufis aux alliances ottomanes multiconfessionnelles –, a toujours favorisé l'adaptabilité. Cette flexibilité a été une force : l'Empire ottoman intégrait des minorités via le système des millets, protégeant les identités tout en imposant une loyauté impériale. En France, cela se traduit par une intégration « en surface » : les Turcs adoptent la langue, le travail et les normes laïques, avec un taux de chômage inférieur à la moyenne des immigrés (environ 15 %, contre 20 % pour les Maghrébins, selon l'OCDE en 2020).

Pourtant, cette adaptabilité masque une faiblesse : la famille comme rempart contre l'effacement culturel. Chez les Turcs, ▶



▲ La diaspora turque en France compte environ 700 000 membres. Seulement 15 % des mariages turcs sont mixtes.

SOURCE : FILK. PHOTO : PHILIPPE HENRY

la famille n'est pas un noyau privé, mais un microcosme national, où l'honneur (*namus*) et les coutumes (*örf*) priment sur l'individualisme français. Les enfants de la diaspora, nés en France ou arrivés jeunes, sont ainsi tiraillés : à l'école, ils embrassent les valeurs républicaines ; à la maison, on leur inculque un nationalisme « familial », où la Turquie est une mère patrie idéalisée. Ce débat mental incessant – « *Suis-je Français ou Turc ?* » – génère une anxiété générationnelle, documentée dans des études comme celles de l'IFOP (2018), où 40 % des jeunes Turcs se disent « *hybrides* » mais loyaux prioritairement à la famille.

Paradoxalement, l'intégrisme religieux s'amplifie en diaspora. En Turquie, la laïcité kémaliste a sécularisé la société (seulement 20 % de pratiquants réguliers selon Pew Research, 2019). En France, pour contrer la « *disparition culturelle* », les Turcs se recentrent sur l'islam : mosquées associatives (comme la Grande Mosquée de Strasbourg) et écoles coraniques fleurissent. Ironie : cette religiosité n'est pas rigoriste, mais un outil de préservation. Les Turcs respectent viscéralement la France – beaucoup « *tombent amoureux* » de sa liberté, comme l'exprime l'écrivain turc Orhan Pamuk dans ses essais sur l'exil –, mais ce lien reste filial, non fusionnel. Résultat : une intégration loyale mais incomplète, où le voile ou le jeûne deviennent des marqueurs d'identité face à l'assimilation.

Le communautarisme : un frein à l'ouverture sociale. – Le trait le plus frappant de la diaspora turque est son communautarisme, érigé en forteresse contre les influences extérieures. Si les mariages endogames sont courants chez toutes les diasporas – y compris maghrébines, où 70 % des unions restent intracommunautaires (INED, 2022) –, les Turcs se distinguent par une réticence viscérale aux unions mixtes, même avec d'autres musulmans. Contrairement aux Algériens ou Marocains, plus ouverts aux alliances arabo-berbères, les Turcs privilégient les unions au sein de la « *grande famille* » ethnique, renforçant un nationalisme clanique.

Cette fermeture s'exprime violemment : une relation avec un non-Turc – qu'il soit français de souche ou maghrébin – est souvent mal vue, voire stigmatisée. Les couples mixtes subissent jugements, insultes et pressions familiales : « *Tu trahis tes racines* », lance-t-on, invoquant l'honneur et la pureté culturelle. Des enquêtes qualitatives (comme celles de l'anthropologue Ayşe Çağlar, 2015) révèlent des cas d'ostracisme : exclusions de fêtes, ruptures forcées ou même violences verbales. Ce phénomène, ancré dans le code ottoman de l'honneur, perpétue un enclavement : seulement 15 % des mariages turcs en France sont mixtes, contre 25 % pour les Maghrébins (Statistiques vitales, 2023).

Ce communautarisme n'est pas haineux, mais protecteur : face à l'islamophobie

post-Charlie Hebdo, il forge une solidarité interne. Pourtant, il limite l'ascension sociale : les jeunes, tiraillés, hésitent à « sortir » du giron familial, freinant l'intermariage et la mobilité. Ainsi, l'intégrisme culturel, sous couvert de tolérance, devient un nationalisme étouffant.

Conclusion. – La diaspora turque en France illustre un équilibre précaire entre intégrisme et nationalisme : une histoire migratoire forgée par l'exil économique et politique a produit une communauté tolérante et respectueuse, amoureuse de la République, mais prisonnière de son attachement familial. Le tiraillement identitaire des enfants, amplifié par un religieux revi-

talisé en exil, et le communautarisme des unions endogames érigent des barrières invisibles à une intégration totale. Pour dépasser ce paradoxe, il faudrait peut-être revisiter la « famille » comme pont, non comme mur : des politiques d'éducation interculturelle et un dialogue intercommunautaire pourraient apaiser ce débat mental. Ultimement, la force de la diaspora turque réside dans sa discrétion adaptative ; sa faiblesse, dans son refus de l'hybridité. En 2026, alors que l'Europe questionne son multiculturalisme, les Turcs de France rappellent que l'identité n'est pas un choix binaire, mais un continuum tiraillé – fertile en créativité, stérile en rigidité. ■

ERLIK.

La Quinzaine en France

■ **Emploi.** – Lors d'une audition au Sénat, le 11 février, le patron de France Travail se consolait des mauvais chiffres du chômage en tirant avantage du taux d'emploi en France qui tangente désormais les 69,5 % de la population. Si la progression est indéniable, notre écart avec l'Allemagne s'est réduit de 2 points sur la dernière décennie, elle doit beaucoup aux efforts des Français qui restent plus longtemps au travail, bien peu au gouvernement qui multiplie les mesures punitives et encore moins à France Travail dont le bilan est plus que médiocre.

■ **Emploi. (2)** – Dans la négociation qui vient de s'ouvrir sur les ruptures conventionnelles, le patronat pousse le bouchon très loin en proposant plus d'un milliard d'économies, bien au-delà des 400 millions demandés par le gouvernement aux partenaires sociaux. La relance du dialogue social, souhaitée par Matignon, démarre décidément bien mal.

■ **Énergie.** – Y avait-il urgence à passer en force sur la programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE) en l'adoptant, le 12 février, par décret plutôt que sous forme de loi, au risque d'une nouvelle motion de censure ? Pas sûr. D'autant que ce texte porte sur des choix sensibles qui engageront la France sur plusieurs décennies et qu'un débat au Parlement aurait permis de mieux les éclairer.

■ **Transports.** – Présenté le 11 février en Conseil des ministres, le projet de loi cadre sur les transports contient des objectifs louables, à commencer par la mise à contribution de la manne autoroutière pour financer les énormes besoins de rénovation de nos réseaux ferroviaires, fluviaux ou routiers. Attendons néanmoins le débat au Parlement où le cartel des autoroutiers compte beaucoup d'amis.

■ **Rafale.** – En plus des 114 Rafale commandés le 12 février dernier, l'Inde va demander à Dassault de lui fournir 31 Rafale supplémentaires pour sa marine. Un contrat

colossal (de l'ordre 40 milliards d'euros) qui place l'avionneur loin devant ses rivaux européens, et une excellente nouvelle pour l'emploi et l'industrie.

■ **KNDS.** – Berlin pourrait prendre une participation d'au moins 25 % au capital du constructeur franco-allemand de blindés, à l'occasion de sa prochaine introduction en bourse. Une manœuvre suivie de près à Paris, au moment où l'Allemagne sabote sciemment nos programmes de coopération militaire (MGCS, SCAF) et cherche à freiner nos exportations d'armes *via* Bruxelles.

■ **Automobile.** – Selon l'Insee, les effectifs de l'industrie automobile en France ont chuté de 33 % entre 2010 et 2023, passant de 425 500 à 286 800 équivalents temps plein. Cette hémorragie a touché dans les mêmes proportions les constructeurs (- 46 000 emplois) que les fournisseurs (- 93 000 emplois). La mutation vers la motorisation électrique n'a pas eu d'effet notable, au moins à ce stade, sur ces chiffres qui s'expliquent largement par la baisse des ventes et les délocalisations vers des pays à faible coût de main d'œuvre

■ **Crosse en l'air.** – Étonnante, la réaction de la CGT Renault qui s'oppose au projet de diversification du constructeur vers les drones militaires, soutenu par le ministère des Armées, opposition au nom de « *l'éthique* » des travailleurs de l'automobile. On a l'impression de relire un mauvais tract des années soixante... voire d'avant.

YVONNE CHASSARD.





Chronique internationale

La tentation de l'Inde

par Yves La Marck.

Ceux qui se sont rués vers Pékin (1) se sont rabattus sur New Delhi. Choix par défaut ou par affinité idéologique ou géostratégique, la « *voie indienne* » n'est pas la panacée.

L'Inde avait choisi de faire de sa présidence du G20 en 2023 un tremplin pour son retour au cœur de la politique mondiale. Son ministre des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar, chouchou de l'intelligentsia mondiale pour avoir théorisé dans deux livres marquants une doctrine du multi-non-alignement, ou « *plurilatéralisme* », était l'invité d'honneur le 8 janvier de la Conférence française des ambassadeurs à Paris. Le classique non-alignement, dont le Premier ministre de l'indépendance, Jawaharlal Nehru, avait été le porte-parole, était dépassé depuis la fin de la guerre froide. L'indépendance nationale demeurerait pourtant un thème majeur dans la nouvelle configuration éclatée du monde. Grâce à ce positionnement, l'Inde pourrait s'affirmer comme le leader naturel de ce que l'on a appelé « *le Sud global* ».

Pouvait-elle à partir de là gagner un rang qui lui permettrait d'être admise dans la « *cour des grands* » ? L'actuel Premier ministre Modi vise clairement le G7 (où il a été invité en observateur et le sera à nouveau à Évian en juin) et un siège permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Si New Delhi pratique l'entrisme dans les instances internationales les plus diverses,

voire opposées entre elles, c'est au prix d'une discrétion exemplaire, d'une forme de neutralité, s'abstenant sur les grands sujets internationaux qui font débat, qu'il s'agisse récemment d'Ukraine ou de Gaza, privilégiant le consensus à toute polarisation, car ses fondements sont fragiles.

L'Inde pourrait s'affirmer comme le leader naturel de ce que l'on a appelé « *le Sud global* ».

Inde fantôme. – En attendant que son économie qui, tout en étant arrivée au 4^e rang mondial, en dépassant l'ancienne puissance coloniale, le Royaume-Uni, et le Japon, devrait se qualifier pour le 3^e rang à échéance 2047 (selon la Banque mondiale), l'Inde peut se flatter d'appartenir au groupe des pays à revenu intermédiaire ; en bref aux « *puissances moyennes* » dont parle le Premier ministre canadien Mark Carney (lequel devrait se rendre en Inde en mars pour la première fois depuis l'assassinat au Canada d'un militant sikh en 2023, minorité forte de 700 000 personnes). 400 millions d'Indiens sont entrés dans la classe moyenne, outre un nombre record de milliardaires, le taux de pauvreté absolue étant tombé

▲ Narendra Modi et Emmanuel Macron le 20 février lors de la clôture du Sommet international sur l'intelligence artificielle à New Delhi.

à 13,4 %, mais ce qui, sur une population d'1,4 milliard d'habitants (ayant récemment dépassé la Chine), représente tout de même une masse considérable de 200 millions de personnes. Selon la plupart des critères de développement humain, l'Inde ne figure que dans la moyenne inférieure. Le potentiel est donc énorme, mais il repose sur une forme de développement très particulière, aut centrée.

Quelle que soit sa volonté de consécration internationale, l'Inde de Modi est entièrement habitée d'elle-même. Les accords commerciaux qu'elle vient de passer récemment, dont celui avec l'Union européenne annoncé le 27 janvier par la présidente de la Commission et le président du Conseil (l'ex-Premier ministre portugais António Costa ayant cru bon d'arguer de ses origines goanaises, un territoire portugais saisi par la force par Nehru en 1961), portent sur des montants microscopiques (2 %) à l'échelle de l'Inde – et de l'Europe. La société indienne dans ses profondeurs est refermée sur elle-même. Elle s'inscrit dans une renaissance culturelle très spécifique définie par le terme d'*Hindutva*, ce qui la fait passer un État-civilisation plus que pour un empire. Le monde extérieur est resté sur les souvenirs de l'époque du parti du Congrès, de la dynastie Nehru, dans l'opposition depuis douze ans. L'Inde rêvée par André Malraux, ministre du général de Gaulle, décédé il y a cinquante ans, ne suscite plus ▶

le type d'adhésion « spirituelle » ou « idéologique » qui l'avait conduite à s'engager en faveur de l'indépendance du Bangladesh, ex-Pakistan oriental.

L'Inde, loin de se projeter à l'international, souffre d'un complexe d'encerclement régional, renforcé récemment par le changement brutal de régime en sa défaveur au Bangladesh. L'accord avec l'Union européenne portant sur les produits textiles est en rupture directe avec la position dominante de Dacca dans les exportations textiles vers l'UE qui absorbe 44 % de sa production. Ces revers indiens avaient commencé avec les luttes de pouvoir au Myanmar, au Népal, au Sri Lanka, aux Maldives, voire même à Maurice (d'où le problème de la base militaire américaine de Diego Garcia aux Chagos rendus par Londres à Port-Louis), et en Afghanistan.

Le renversement américain au Pakistan.

– Le principal revers est intervenu lors de l'affrontement aérien de deux jours, les 8 et 9 mai derniers, au-dessus de la frontière (ligne de cessez-le-feu) au Cachemire. De façon totalement imprévisible, les États-Unis de Donald Trump – qui auparavant favorisaient ouvertement New Delhi, Modi étant devenu la coqueluche de la Maison Blanche lors du premier mandat puis la première personnalité reçue à Washington à l'orée du second mandat en février 2025 – ont opéré un retournement d'alliance au profit d'Islamabad et du nouvel homme fort du Pakistan, le maréchal Mounir (2). Il aura suffi que le président américain se prévaille publiquement du fait qu'il était celui qui avait arrêté la guerre entre les deux pays pour que Modi le réfute officiellement, ce que Trump a pris comme une offense personnelle. Il a procédé à une augmentation des droits de douane portés à 50 % au prétexte de la relation poursuivie par l'Inde avec Moscou, d'où elle continue d'acheter le pétrole (pour en partie le revendre, y compris en Europe). En réalité, le fond de l'affaire est la rivalité avec le Pakistan. Modi ne pouvait pas laisser penser auprès de son opinion intérieure qu'il aurait cédé à une pression américaine. Les Indiens n'auraient pas compris que l'aviation indienne, forte de ses 36 Rafale (sur 62 commandés), ne poursuive pas le combat.

Depuis, il s'est avéré que le Pakistan avait habilement joué de ses avantages comparatifs comme l'appui qu'il pouvait apporter à Washington au Moyen-Orient ou un rééquilibrage avec l'emprise chinoise via les routes de la soie en donnant accès aux Américains à des ressources minérales principalement situées au Baloutchistan où sévit une rébellion séculaire. La compétence pakistanaise sur l'anti-terrorisme est reconnue, datant de l'Afghanistan. Depuis la guerre de douze jours avec l'Iran, en juin, l'Inde se trouvait encore plus prise à contrepied dans sa grande idée de corridor de transport international nord-sud (INSTC en anglais, IMEEC en français) imaginée lors du G20 avec l'Amérique de Biden à partir

du port iranien de Chabahar financé par les Indiens, de l'autre côté de celui de Gwador au Pakistan sous contrôle chinois. L'Arabie saoudite, intéressée au projet, a cherché des réassurances à New Delhi en janvier.

L'engagement français. – Le président Macron, depuis la présence de Modi au 14 juillet 2023 à Paris, n'a eu de cesse de resserrer les liens de toute nature avec l'Inde. Les développements intervenus depuis l'affrontement aérien de mai risquent de placer la France au centre d'une tension non souhaitée. L'aviation indienne, mise en infériorité, insiste pour faire passer le nombre de ses escadres de 29 à 42 et réclame 114 Rafale supplémentaires, ce qui porterait la flotte indienne de Rafale à un niveau équivalent à celle de l'armée française. À New Delhi les 19 et 20 février pour

le sommet sur l'impact de l'intelligence artificielle, le président français a fait des annonces à ce sujet. Elles sont nécessaires pour dissiper les doutes sur les capacités de l'avion français après la perte de l'un d'eux lors des combats, tandis que le Pakistan a obtenu de Washington la modernisation de ses F-16 et que s'affirme la bonne tenue des J-10 chinois. L'ampleur des engagements français impliquerait Paris sans doute au-delà de ce qui était préalablement envisagé. Le niveau de « *partenariat stratégique* », terme-valise aujourd'hui car allant de simples consultations à l'accord de défense mutuelle, monterait au moins d'un cran. ■

(1). *Royaliste*, n° 1317, « Ruée vers Pékin ».
(2). *Royaliste*, n° 1310, « La bombe verte ».

Portugal

Un triomphe socialiste ?

Le triomphe d'un « socialiste » à l'élection présidentielle portugaise ne préfigure pas nécessairement à terme le retour du PS à la tête du gouvernement.

Le candidat indépendant António José Seguro a gagné, le 8 février, l'élection présidentielle en obtenant 66,8 % des suffrages exprimés. Le candidat d'extrême droite André Ventura, leader du parti Chega (*Ça suffit*), ne bénéficie que de 33,2 % des votes. Le vainqueur obtient des scores imposants dans les plus grandes villes du Portugal : 76,9 % des voix à Lisbonne, 78 % à Porto. André Ventura n'arrive en tête que dans la circonscription d'Elvas et dans une circonscription de Madère. Il bénéficie aussi du vote des Portugais de l'étranger à l'exception de ceux d'Océanie et d'Asie. À part Mário Soares en 1991 (70,4 % des voix), ja-

mais un candidat à l'élection présidentielle n'avait obtenu un tel score. Le vainqueur, ex-secrétaire général du Parti socialiste de 2011 à 2014, a bénéficié d'un soutien allant de l'extrême gauche à la droite dont l'ancien président et Premier ministre Aníbal Cavaco Silva. António Seguro, personnalité consensuelle, semble donc avoir bénéficié d'un vote « *tout sauf Ventura* ».

Pour autant, il a fallu deux tours pour élire ce nouveau président, une première depuis 1986. C'est dire si le candidat n'a pas suscité un enthousiasme immédiat. M. Seguro a un positionnement personnel ambigu. Par ailleurs, si l'on observe le taux de participation aux présidentielles depuis 1976, c'est l'un des plus faibles même s'il traduit une remontée certaine par rapport à celui de 2021. Quant à André Ventura, malgré sa défaite, il n'a pas lieu d'être mécontent : il arrive en tête des candidats de droite au premier tour et rassemble tout de même plus de 33 % des votants au second. Luís Montenegro, leader du PSD et chef du gouvernement minoritaire, ne peut, de son côté, que s'inquiéter de la cinquième place



▲ António José Seguro, le nouveau président portugais prendra ses fonctions le 9 mars.

SOURCE : WIKIPEDIA, PHOTO : LUSA.

obtenue au premier tour par son candidat Luís Marques Mendes qui n'obtient que 11,3 % des voix, étant devancé par l'autre candidat de droite João Cotrim Figueiredo (16,01 %). Il n'a pas appelé à voter Seguro au second tour. Il ne gouverne aujourd'hui qu'en négociant chaque texte avec Chega ou le Parti socialiste. Après la déroute du PSD, il y a fort à parier que les négociations seront plus âpres.

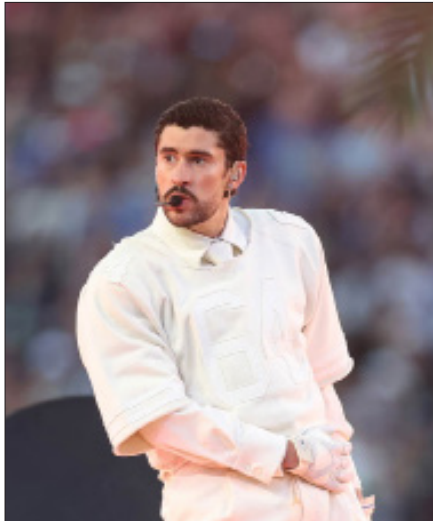
On peut supposer, avec toute la prudence d'usage, que les prochaines élections législatives ne se dérouleront pas à l'échéance normale c'est-à-dire 2029, à moins que Chega et le PS trouvent un intérêt au maintien du gouvernement actuel. Attention cependant de ne pas surinterpréter la victoire du nouveau chef de l'État : un vote Seguro aujourd'hui n'implique pas un vote pour le Parti socialiste demain. Et ce d'autant plus que Chega se tient en embuscade. André Ventura souffle sur les braises du chômage et de l'inflation, qui remontent, sur le faible niveau de vie des Portugais et sur les thèmes sécuritaires, et fustige l'immigration non sans succès. Remettrait-il pour autant en cause l'adhésion du Portugal à l'Union européenne ? On peut en douter car son discours se rapproche plus de celui de Giorgia Meloni que de celui de Marine Le Pen. Reste qu'il ne rejeterait pas par principe l'union des droites chère à certains éléments du Rassemblement national. ■

MARC SÉVRIEN.

Voix étrangères

Super Bowl

Les « Requirins » de Seattle (côte Pacifique) contre les « Patriotes » de Nouvelle-Angleterre (côte Atlantique) : la finale de la Coupe de football américain au stade de Santa Clara (Californie) le 8 février a rassemblé plus de cent millions de téléspectateurs, y compris hors des États-Unis. C'est l'événement sportif de l'année, quoique la Coupe du monde de football (européen) 2026 doit se tenir aux États-Unis durant l'été. La NFL (Ligue nationale de football) fait chaque année le choix du spectacle qui sera donné pendant la mi-temps, valorisant les étoiles en vogue de la musique. Dès septembre, elle avait désigné le n° 1, couronné le 1^{er} février aux *Grammy Awards*, Bad Bunny (Méchant Lapin), de son nom Benito Antonio Martinez Ocasio, un Américain portoricain, qui désormais ne s'exprime plus qu'en espagnol (parlé par près de 15 % de la population américaine). C'était la première fois (sauf une exception francophone en 1963 avec Sœur Sourire) que la prestigieuse académie distinguait un album non anglophone. Donald Trump avait décidé de boycotter l'événement. La NFL a maintenu son choix. Il est important pour elle de gagner un public aussi large que possible dans la communauté latino pour un sport longtemps caractérisé comme anglo.



▲ Benito Antonio Martinez Ocasio, alias « Bad Bunny », à la finale de la Coupe de football américain au stade de Santa Clara (Californie) le 8 février.

La presse internationale y a vu un « tournant » dans l'industrie musicale américaine. Les succès américains ont depuis longtemps été faits d'emprunts aux rythmes afro-américains et latinos. Aujourd'hui, les anciennes marges revendiquent leur place au centre du dispositif. On l'avait vu avec la K-pop (coréenne), qui avait manqué de peu la palme la dernière fois ; le reggaeton de Bad Bunny cette année a triomphé. La campagne contre la police de l'immigration (ICE) y est pour quelque chose. Elle était déjà à l'origine – malgré elle – d'un excellent « tube » : *On the Streets of Minneapolis* par Bruce Springsteen. Les chefs de ICE avaient promis de traquer les illégaux qui assisteraient au match. La NFL s'y est fermement opposée.

Si certains peuvent ressentir une forme d'hispanisation de la culture américaine, les Portoricains se plaignent d'une gentrification de leur île qui entraîne l'importation de ce qu'il y a de pire dans l'américanisation, la touristification, et finalement l'anglicisation. Au moment où Bad Bunny s'imposait en Californie, plusieurs milliers de militaires américains débarquaient à nouveau sur son île dans le cadre du plan de prise de contrôle du Venezuela et, au-delà, du blocus de Cuba. Au temps de la guerre froide, l'armée américaine entretenait une dizaine de bases sur le sol de Porto Rico (9 000 km²).

« Échangerait Porto Rico pour le Groenland », le projet a déjà figuré dans les vœux de la Maison Blanche dans le passé. Les partisans de Trump n'avaient pas eu de mots assez durs contre cette « poubelle » des Caraïbes. Ce n'est pas un hasard si six millions de Portoricains vivent aux États-Unis tandis que la population locale tombera bientôt à trois millions. Une majorité des habitants (57 % lors du référendum indicatif de novembre 2024) souhaitent depuis longtemps que l'île, territoire associé, soit promue comme 51^e État de la Fédération, contre 31 % qui privilégient l'indépendance. ■

D. D.

Les Faits marquants

■ **Bangladesh.** – Tarique Rahman, leader du parti nationaliste BNP, a été nommé Premier ministre en conséquence de la victoire remportée par son camp lors des élections législatives du 12 février. Son gouvernement, composé d'une cinquantaine de membres, a pour ambition de sortir le pays de ses difficultés économiques : chômage croissant, inflation, manque d'investissements et crise du secteur textile.

■ **États-Unis.** – Washington a été le théâtre, jeudi 19 février, de la réunion inaugurale du Conseil de la Paix, nouvelle institution internationale voulue par Donald Trump pour gérer la reconstruction de Gaza et favoriser la résolution des conflits armés. Financé principalement par une contribution américaine de 10 milliards de dollars, le Conseil ne réunit à ce stade que 22 membres parmi les 47 États représentés à l'occasion de cet événement fondateur.

■ **Kosovo.** – Le délibéré du procès de quatre anciens dirigeants de l'Armée de libération du Kosovo (UCK) s'est ouvert le 18 février à La Haye aux Pays-Bas. Le principal accusé, Hashim Thaci, ancien chef de la guérilla et ex-président du Kosovo, est poursuivi pour crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis en 1998 et 1999. Il encourt 45 ans de prison, selon le réquisitoire du procureur. Le verdict des juges devrait être rendu à la fin du mois de juillet 2026.

■ **Soudan.** – Dans un rapport rendu public le 19 février, une mission d'enquête indépendante mandatée par l'ONU a qualifié d'« actes de génocide » les exactions commises à El-Facher (Darfour) depuis octobre 2025 par le groupe paramilitaire FSR. Le document atteste ainsi de massacres, viols généralisés et violences sexuelles, actes de torture et disparitions forcées, avec l'intention expresse de « cibler et éliminer les communautés non arabes ».

CASIMIR MAZET.





Une œuvre pour ce siècle

Juan Carlos, une tragédie espagnole

par Bertrand Renouvin.

Désigné par le Caudillo, reconnu par un vote des Cortès, le jeune roi d'Espagne avait pour ambition de mettre un terme à la tragédie commencée en juillet 1936. L'établissement d'une société démocratique couronnée par la monarchie fut une pleine réussite, ternie par des défaillances personnelles qui condamnent Juan Carlos à un nouvel exil.

Le retour du tragique est un thème rebattu, qui donne à peu de frais l'illusion de la profondeur. Le tragique ne s'est jamais absenté de l'histoire, surtout pas en Espagne, surtout pas dans la monarchie espagnole. Dans ses Mémoires, Juan Carlos rappelle que la reine Isabelle II est chassée par la révolution de 1868. Exilée en France, elle a abdicé en faveur de son fils Alfonso qui est rétabli sur le trône en 1875 pour y mourir de tuberculose dix ans plus tard. Après la régence de Marie-Christine de Habsbourg, Alphonse XIII devient roi à sa majorité, en 1902, pour y affronter une longue période de gouvernements autoritaires et de troubles politiques qui conduisent ce monarque soucieux d'éviter la guerre civile, sur le chemin de l'exil en 1931. Le coup de force du 18 juillet 1936 déclenche une effroyable guerre civile au cours de laquelle le roi banni soutient les franquistes dans le vain espoir que leur Caudillo rétablira la monarchie. Avant de mourir – à Rome en 1941 –, Alphonse XIII a désigné l'un de ses fils, seul rescapé d'une hémophilie qui affecte ses frères et

sœurs, comme héritier de la couronne espagnole : Juan, comte de Barcelone, opposant résolu à Franco qui lui a d'ailleurs notifié, en 1943, son refus de restaurer la monarchie. Juan Carlos, qui naît le 5 janvier 1938 à Rome, est désigné trois ans plus tard prince des Asturies, héritier légitime de la couronne d'Espagne (1).

Le droit dynastique n'est pas un absolu : une loi de succession est conçue pour le bien de l'État.

L'avenir dynastique est assuré mais les Américains, qui songeaient au comte de Barcelone pour remplacer Franco en 1945, décident que le Caudillo est un bon rempart contre le communisme quand commence la guerre froide. Tout paraît figé pour des décennies. La fatalité semble s'acharner sur la dynastie espagnole mais « l'histoire est un anti-destin » (Marcel Conche) et des signes peu visibles, symboliques au sens le plus restrictif du terme, tracent peu à peu le chemin qui conduira à la sortie politique, ordonnée en ses débuts, de la tragédie espagnole.

Dans l'après-guerre et jusqu'à la mort de Franco, l'analyse dominante présentait le franquisme comme un bloc, que seule la gauche en exil ou œuvrant de façon souterraine serait capable de détruire le moment venu. Or Franco n'est pas une brute fasciste. L'impitoyable chef de la « *croisade national-catholique* », qu'appuie une Phalange construite sur le modèle italien, est aussi un politique assez intelligent pour donner des gages aux États-Unis, assez lucide pour comprendre que son pouvoir dictatorial ne lui survivra pas. Le premier gage prend la forme d'une loi de succession approuvée par les Cortès puis par le référendum du 6 juillet 1947. Son article premier déclare que « *L'Espagne, comme unité politique, est un État catholique, social et représentatif, en accord avec sa tradition, déclare se constituer en royaume* ». L'article 2 désigne Franco comme chef d'État jusqu'à la fin de sa vie et précise que le Généralissime choisira lui-même son successeur. L'Espagne devient ainsi une monarchie sans roi (2), puis en attente de roi.

La rétrospective historique donne l'impression d'un chemin bien balisé vers l'incarnation dynastique de cette monarchie de droit qui demeure, jusqu'à la mort du Caudillo, une monocratie de fait. D'abord élevé en Suisse par un précepteur implacable et violent, le petit Juanito est envoyé en Espagne en 1948 à la demande de Franco. L'enfant n'a que dix ans quand il est accueilli à Villaverde, près de Madrid, par des messieurs en noir pour être conduit à une messe puis à son internat. Il sait qu'il

◀ **Juan-Carlos** intervient à la télévision le 24 février 1981 à 0 h 15, mettant un terme à la tentative de coup d'État militaire.

est fils de roi et qu'il faut bien se tenir, travailler de manière exemplaire, fortifier son corps et rester prudent dans ses propos avec le Généralissime qu'il rencontre pour la première fois pendant l'hiver 1948. Les très intenses études scolaires et universitaires sont complétées, à la demande de Franco, par une formation au sein des trois académies militaires, de terre, de mer, et de l'air. En 1969, Juan Carlos reçoit le titre de prince d'Espagne créé par Franco et il sera nommé capitaine général des forces armées en 1975.

Telles sont les principales étapes d'un itinéraire qui semble lisse mais qui est une longue épreuve. Juan Carlos est un jeune homme constamment surveillé, en Espagne comme à l'étranger, dans ses études comme dans ses rares loisirs, qui doit contraindre son tempérament et qui est exposé à la propagande antimonarchiste de la Phalange. Le prince d'Espagne est de surcroît placé sous le regard de son père, qui voit son fils de mieux en mieux reconnu par la dictature qu'il combat, et sous celui de Franco qui peut changer d'avis et choisir un autre successeur, dans la famille royale ou parmi les phalangistes. Les succès obtenus à l'Université et au cours de sa formation militaire, son mariage avec la princesse Sofia de Grèce et la naissance de leurs trois enfants sont les moments heureux de cette lutte pour la reconnaissance de ses capacités et de son rang dynastique.

L'ordre de succession désigne le comte de Barcelone, qui avait dénoncé l'illégalité de la loi de 1947, celle-ci portant atteinte à l'essence de la monarchie espagnole. Mais Don Juan accepte que son adversaire prenne en charge l'éducation de son fils et comprend si bien la démarche du Caudillo qu'en juin 1969, il annonce à Juan Carlos sa prochaine désignation comme successeur. Et lorsque, le même été, Franco demande au prince d'Espagne s'il accepte, Juan Carlos assume le choix du dictateur « comme un devoir, une contrainte » et prie sa mère de prévenir le comte de Barcelone puisque Franco lui a interdit de le faire. Don Juan est tenté d'exprimer un désaveu public, y renonce sous l'influence de son épouse et comprend, après six mois de silence, que Juan Carlos n'a pas accepté sa charge pour « doubler » son père mais pour le service de la Couronne et de l'Espagne.

Les deux cents premières pages des Mémoires du roi exilé sont à lire comme une admirable leçon sur le principe de légitimité – sur la manière dont Juan Carlos construit sa propre légitimité politique dans l'incertitude mais avec une intelligence qui serait inutile sans une constante volonté. Le prince d'Espagne n'a jamais été le « fils de Franco » comme on le disait alors et il sera le roi de tous

SOURCE: WIKIPÉDIA, PHOTO: NORIL 13.



▲ **Laurence Debray**. Essayiste et historienne, elle est l'auteur d'une biographie remarquable du roi Juan Carlos dont elle a corédigé les Mémoires.

les Espagnols grâce au sacrifice du comte de Barcelone. Le droit dynastique n'est pas un absolu : une loi de succession est conçue pour le bien de l'État, et si l'intérêt général demande que sa lettre ne soit pas respectée, il faut qu'elle plie devant une exigence supérieure.

Bien entendu, le rôle de Franco est décisif dans cette légitimation, qui concrétise l'échec politique du Caudillo et de son *Movimiento nacional*. Il n'a pas pu sortir de la guerre civile doublée d'une guerre de classe (3) qu'il a gagnée et fait durer jusqu'à sa mort. Il sait que le futur roi d'Espagne ne sera pas celui qui change tout pour que rien ne change, mais au contraire l'homme qui va réconcilier les Espagnols, faire revenir ses ennemis socialistes et communistes, rétablir les syndicats et faire de la monarchie parlementaire le ferment de la démocratie.

Juan Carlos I^{er} n'a pas vécu son introduction, en novembre 1975, comme une délivrance, encore moins comme la jouissance que peut éprouver le vainqueur d'une élection présidentielle. Le chef du gouvernement, Carlos Arias Navarro, se voit « comme le représentant de Franco sur terre » et se refuse à tout changement avec le soutien de la Phalange. Des forces de gauche pourraient au contraire vouloir prendre leur revanche... L'ombre de la tragédie s'étend à nouveau sur le pays et celui qu'on appelle « Juan le Bref » risque plus que sa vie : le basculement de l'Espagne dans une nouvelle guerre civile.

Le pire n'est pas toujours certain. Chef suprême des armées et président du Conseil des ministres, le roi mène une intelligente politique de nominations qui marginalise les franquistes. En compagnie

de la reine, il voyage dans le pays en proie à une forte agitation sociale et politique. Grâce au chef du gouvernement, Adolfo Suárez et au président des Cortès, Torcuato Fernández-Miranda, les Cortès votent une loi de réforme politique qui amorce la démocratisation de l'Espagne. Avec le soutien de l'Église catholique, qui oublie opportunément son adhésion à la cause franquiste, et grâce au sens des responsabilités des partis socialiste et communiste, la monarchie royale effectuée avec un retard considérable la transition vers la démocratie que les monarchies parlementaires européennes avaient réalisée au XIX^e siècle. Juan Carlos reconnaît volontiers les mérites de ceux qui l'ont accompagné pendant cette période périlleuse au cours de laquelle il a noué une véritable amitié avec le communiste Santiago Carrillo. Mais c'est bien le roi seul, appuyé sur sa légitimité et sur son statut de chef des armées, qui a triomphé de la tentative de coup d'État du 23 février 1981.

La suite du règne, que je ne peux évoquer ici, constitue un manuel pratique de la conduite royale des affaires publiques en régime de démocratie parlementaire. Ce manuel devrait être étudié par tous les princes héritiers, y compris les pages qui évoquent les complaisances, les erreurs et les fautes qui ont provoqué l'abdication du roi le 18 juin 2014 et qui le maintiennent dans la solitude de l'exil. Un homme peut-il s'imposer de dures contraintes dès avant l'adolescence et subir une tension permanente sous le regard de tout un peuple ? Nul ne peut passer sa vie dans une armure mentale et morale et résister sans jamais faillir aux séductions mondaines.

Se sacrifiant pour son fils, le comte de Barcelone avait renoncé à la couronne en mai 1977. Trente-sept ans plus tard, c'est Juan Carlos qui se sacrifie et qui est sacrifié aux intérêts supérieurs de la nation, qui se confondent avec ceux de la monarchie tant que les Espagnols n'en auront pas décidé autrement. Il suffit de comparer l'exil du roi émérite, jamais condamné par la justice, au spectacle donné par un ancien président multirécidiviste après vingt jours de prison pour saisir que la sacralité du chef d'État tient à ce qu'il est capable de tous les sacrifices. C'est cette grandeur tragique que le peuple espagnol reconnaît et salue, en accueillant avec une immense faveur les Mémoires de l'homme qui a été l'agent de sa libération. ■

(1). Cf. l'excellente biographie de Laurence Debray, *Juan Carlos d'Espagne*, Perrin, février 2013.

(2). Cf. Édouard de Blaye, *Franco ou la monarchie sans roi*, Stock, 1974.

(3). Cf. Paul Preston, *Une guerre d'extermination, Espagne 1936-1945*, Belin, octobre 2016.

► **Juan Carlos I^{er} d'Espagne**, avec la collaboration de Laurence Debray, *Réconciliation, Mémoires*, Stock, novembre 2025.



Chronique des essais

Écologie et politique industrielle

par François Gerlotto.

Après les livres des écologues, des historiens ou des économistes (1), il était intéressant de lire celui d'un philosophe. C'est en tant que tel que Pierre Charbonnier décrit *La Coalition climat*, en ouvrant des perspectives nouvelles et en présentant des explications souvent originales.

La question que pose Pierre Charbonnier est : « *puisque le climat ne peut plus être interprété comme un enjeu parmi d'autres, et qu'il doit constituer la clé de lecture dans les dynamiques socio-économiques contemporaines* », et que tout le monde (ou presque) reconnaît la réalité des bouleversements climatiques, pourquoi est-il si difficile de mettre en œuvre une politique écologique ? Une analyse très dense, que je vous résume en sept points.

1. Ne pas confondre environnement et climat. Cette différence peut s'énoncer en termes politiques et économiques : le climat est une contrainte universelle, l'environnement est local/régional. Sous l'angle du climat, il est nécessaire « *d'accepter l'intégration de nos activités dans ce système planétaire, quand la question environnementale [laisse] ouverte la possibilité d'une intégration sélective* ».

2. Ne pas oublier que l'on peut être « *à la fois victime des impacts environnementaux et hautement dépendant d'une énergie fossile* » (on pense immédiatement aux agriculteurs). C'est la grande faiblesse de l'écologie : elle se trouve « *marginalisée*

en raison des difficultés qu'elle rencontre pour intégrer la dimension sociale (emplois) et stratégique (réduction des dépendances) de la transition ».

3. On comprend l'opposition de certains groupes à des politiques écologiques coûteuses qui aboutissent à une baisse de leur niveau de vie ; comme à des solutions bénéfiques pour la planète mais « *destructrices* » de leur environnement local (les éoliennes, par exemple).

« On peut à la fois victime des impacts environnementaux et hautement dépendant d'une énergie fossile. »

4. Le vieux « consensus technologique » qui a mené nos sociétés au XX^e siècle est à bout de souffle : « *les technologies du passé sont la cible de la critique écologique et celles de l'avenir sont sujettes à l'examen critique de l'environnementalisme*. » Mais une politique technologique et industrielle permettant de fonder une « *coalition climat* » reste nécessaire et il nous faut concevoir un nouveau consensus technologique, compatible avec les contraintes climatiques et environnementales.

5. Tant que ce n'est pas fait, certains pans de la société restent pris dans une « *tenaille écologique* » dont la mâchoire supérieure est formée des élites économiques de « *l'ordre fossile* » (qui exploitent les énergies fossiles et profitent de ses retombées économiques), interdisant tout changement ; et l'inférieure, formée des travailleurs dépendant de ces secteurs émetteurs et déclinants.

6. C'est pour cela que la question de la « *justice écologique* » devient cruciale. Son absence dans les programmes écologiques explique la réticence des populations à entrer dans l'ère de la transition climatique, et la popularité de politiques comme celle du « *Drill, baby, drill!* » aux États-Unis.

7. Il est urgent d'élaborer une transition écologique et une politique industrielle. Cela exige que l'enjeu climatique soit cadré, que le tissu industriel soit au cœur de ce changement, et que « *ces deux éléments façonnent une orientation stratégique de l'État, ce qui illustre le danger que peut constituer une transition écologique, économique et sociale insuffisamment planifiée* ».

Pierre Charbonnier décrit les options opposées qu'ont prises les deux principales puissances mondiales : la « *destinée manifeste* » des États-Unis, pour qui l'expansion (territoriale, industrielle, impériale...), le besoin d'une *frontier* (2) à repousser à l'infini (jusqu'à coloniser la Lune et Mars), sont le seul projet de société concevable, son fondement historique, philosophique et politique ; malgré le fait que « *cette expansion nie toute forme de limite écologique* ». Et en face, le « *développement symbiotique* » de la Chine, qui « *fait le pari*

► **Pierre Charbonnier.** Spécialiste de philosophie politique et de philosophie de l'environnement.

d'un processus d'expansion compatible avec certaines limites écologiques, essentiellement climatiques ». Au contraire de la vision américaine, le choix de la Chine est viable dans un monde fini. Mais c'est aux dépens de la population : la Chine, de par son système politique, n'a pas à se soucier de justice écologique et peut sacrifier une génération pour le bien des suivantes.

Et l'Europe ? Elle doit mettre en place « un paradigme technique, productif, politique et stratégique central, articulant développement collectif, sécurité et soutenabilité ». Cela pose la question de la croissance – ou plutôt de l'impossible décroissance. Pierre Charbonnier rappelle la distinction entre « croissance intensive », qui consiste à rendre plus efficace un investissement (par exemple, une voiture plus économe en carburant), et « croissance extensive », qui désigne « le recours à de nouvelles terres, de nouvelles ressources, [...] permettant de repousser l'horizon réel ou fantasmé de la rareté à plus tard ». Seule la première est compatible avec la transition écologique. Malheureusement, « les gains de productivité intensifs [sont toujours] massivement utilisés pour ouvrir de nouvelles frontières extractives, ils sont assujettis à la croissance extensive ». Leur décrochement et l'abandon de la croissance extensive sont pourtant la seule alternative à la décroissance. Mais cela implique une intervention forte et permanente, un projet à long terme, en un mot : une planification.

L'Europe a en main tous les atouts pour développer ce modèle de transition écologique, mais semble incapable de le faire. Un phénomène que l'auteur a du mal à expliquer, mais qui ne nous surprend pas car P. Charbonnier semble oublier que l'Europe est formée de nations et que c'est à leur niveau que l'on doit développer ce modèle de « coalition climat » et le rendre fonctionnel. Elles peuvent – et savent – le faire, et les citoyens acceptent une planification nationale qu'ils refuseront si elle vient d'une UE par ailleurs sciemment prisonnière des lobbies de la « coalition fossile ». L'Europe est bien indispensable pour harmoniser les politiques nationales, les rendre compatibles et veiller à l'égalité des différentes populations nationales, mais elle ne peut planifier seule une telle transition.

Quoi qu'il en soit, Pierre Charbonnier nous enrichit de concepts essentiels pour comprendre les mécanismes et les blocages des politiques écologiques, et nous confirme que rien ne peut se faire sans la construction d'un modèle préalable, dont l'application passe par une planification ne laissant personne de côté. ■

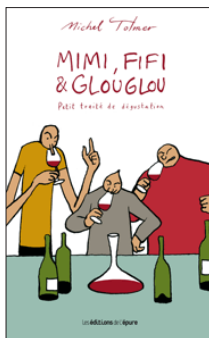
(1). Voir les numéros de *Royaliste* de 1304 à 1315.
(2). Concept américain décrivant les bornes transitoires de son expansion.

► **Pierre Charbonnier, La Coalition climat, Le Seuil, septembre 2025.**

Bande dessinée

Rire, sans modération...

Mimi, Fifi & Glouglou – Petit traité de dégustation (Les Éditions de l'Épure) est le premier des quatre tomes d'une série décalée de bande dessinée signée Michel Tolmer, qui mêle humour décapant et passion pour le vin.



Mimi, Fifi et Glouglou, s'ils aiment le vin, aiment encore davantage en parler. Et pour cela, il faut trouver les mots, les expressions appropriées, la poésie et même la philosophie qui permettent de donner à cette activité toute sa noblesse.

Et comme l'auteur connaît bien ces dégustateurs pour les avoir côtoyés et bien observés dans la vraie vie, il les égratigne sans états d'âme. C'est ainsi que les commentaires privés – prononcés entre Mimi, Fifi et Glouglou pendant une dégustation – tels que « Whââ ! Purée, la couleur, le nez de folie ! » « Ça déchire grave ! » « Ça me trouve le ... ! » deviennent, dans le rapport écrit final, par la grâce de ce divin breuvage, « nez frais aux arômes délicats et pénétrants de fleur d'églantine, mêlés de notes de pivoine et de violette très pure, bouche enveloppante et spiralee à la finesse cristalline, alliant élégance et sensualité »... Audiard et sa fameuse « pomme » sont « flingués » par nos Tontons...

La dégustation, ils ne pensent qu'à ça. Goûter les vins, les comparer, mettre des mots sur des sensations fugaces et insaisissables – et surtout le Graal : reconnaître un vin à l'aveugle, l'appellation, le millésime, le vigneron, le prénom de sa belle-sœur et l'âge du capitaine... Hélas, cet exercice réserve bien des déceptions. Mimi, Fifi et Glouglou vont faire assaut d'ignorance, de présomption, de mauvaise foi, connaître l'échec, mais rien ne les découragera, parce qu'ouvrir une bouteille en se demandant quelles surprises elle vous réserve fait partie des plaisirs les plus précieux de l'existence.

Nous y croisons aussi trois dégustatrices (les épouses de nos trois dégustateurs compulsifs ? mystère...) qui ne manqueront pas de mettre en fureur nos modernes ligues pseudo-féministes.

Comme pour un bon vin ou un vieux alcool, il faut déguster lentement ces planches, reprendre son souffle en essuyant les larmes du fou rire sur beaucoup d'entre elles, reprendre ses occupa-

tions « sérieuses » pour mieux y revenir afin d'en découvrir les autres richesses humoristiques. La « rigologie » devrait être remboursée par la Sécurité sociale...

À travers les tribulations désopilantes de ce trio de dégustateurs aussi attachants qu'imparfaits, cette bédé propose une approche légère et ludique de la dégustation, loin des discours techniques souvent remplis d'arrogance et de pédanterie, se moquant de ceux-ci et de leur phrasé savant et sophistiqué. Illustré avec finesse, il est un hommage au vin, à ceux qui le font mais aussi, par son humour très souvent hilarant, à ceux qui le dégustent professionnellement car pour bien taquiner et se moquer, il est indispensable d'aimer. ■

LOÏC DE BENTZMANN.

Culture

L'année Malraux

Revue des Deux Mondes, février 2026.

Lancée le 17 novembre au ministère de la Culture par Céline Malraux, petite-nièce d'André Malraux, la commémoration du cinquantenaire de la mort de l'écrivain, le 23 novembre 1976, a commencé par un numéro spécial anniversaire de la *Revue des Deux Mondes* daté de février 2026 : « Ministre, aventurier, éditeur, écrivain, orateur... Mystérieux Malraux. » Quatorze contributeurs tracent chacun une des multiples facettes de cette personnalité hors normes. Pour un personnage sur lequel tout ou presque a été dit, la *Revue* fait œuvre de précurseur dans le renouvellement du regard.



Hervé Gaymard, président de la Fondation Charles-de-Gaulle, à travers « l'amitié délitée » avec Georges Pompidou, et Bruno Fuligni, présentant un florilège de ses discours parlementaires ignorés des œuvres publiées, abordent l'homme politique gaulliste par deux biais inhabituels et méconnus. Jean-Claude Perrier, auteur d'un magnifique « André Malraux et la tentation de l'Inde », Philippe Delaroche, dans un précieux « Malraux Tsé-toung », et Sébastien Lapaque, qui marche sur ses pas à Angkor, synthétisent agréablement l'orientaliste. Avant eux, deux sourciers cherchent à rendre compte de l'intimité de l'homme, ce qui, disait-il, n'existe pas : « André », comme il avait dit qu'il n'y avait pas eu de « Charles ». Le premier témoin, dont les propos sont recueillis par Charles Ficat, est son fils Alain ►

Malraux, 81 ans, enfant de son frère Roland, adopté par André, qui pudiquement parle d'un père si original. Avant lui, Robert Kopp tente une autre voie d'approche de l'homme intérieur en exhumant ses tout premiers écrits de 1920, à l'âge de dix-huit ans. « Le farfêlu », et les quatre « dyables », dessins reproduits grâce à l'autorisation d'Alain Malraux, présents à l'origine, n'ont jamais cessé de l'habiter : « *Tout Malraux est là, ou presque : la vie telle qu'elle est rêvée, telle qu'elle est imaginée, n'est-elle pas aussi plus réelle que la vie vécue au jour le jour ?* »

L'auteur aurait regretté que l'on ne donne pas de la place à ses chats, « *présence irréfutable et glissante comme celle du chat qui passe dans l'ombre* » (*Antimémoires*, cité par Robert Kopp). Je rêve, disait-il ailleurs, que je suis le chat d'un ministre. Il y a tellement plus encore à découvrir chez l'enchantement de notre jeunesse qui nous avait séduit par les songes et animé par ses visions. Encore aujourd'hui, Céline Malraux fait le pari qu'il revienne habiter une « *nouvelle jeunesse française* » comme n'avait jamais cessé de l'espérer le général de Gaulle préservé par son ministre des « *contingences* ».

Royaliste y reviendra longuement dans son numéro spécial d'été. ■

DOMINIQUE DECHERF.

Religion

Jésus parle français

Le Nouveau Pouvoir évangélique, par Sébastien Fath, Grasset, 2026.



Que n'a-t-on écrit sur les « *évangéliques à la conquête du monde* », identifiés comme originaires des États-Unis où ils domineraient la scène religieuse depuis l'arrivée des puritains en Nouvelle-Angleterre ? Il y avait pas mal de notions à remettre à l'endroit. Sébastien Fath, le spécialiste reconnu du protestantisme au CNRS depuis plusieurs décennies, revient sur cinq cents ans d'histoire depuis la naissance de l'anabaptisme, qui furent diversement célébrés en 2025 sans grande publicité en dehors des milieux concernés, à Strasbourg ou dans les Cévennes (assemblée du Désert). La grande originalité du livre n'est cependant pas dans cette histoire mais dans la description de première main de la situation présente de ce courant, en évolution rapide, décrite en détail en quatre chapitres magistraux, non pas de ce qui se passe dans le monde anglo-saxon, mais bien

dans le monde francophone. « *Le Jésus postcolonial se porte bien, et – qui l'eût cru ? – parle volontiers français.* »

L'évangélisme, qui s'est multiplié par quatre en un siècle, est universellement répandu. On estime à 700 millions le nombre de fidèles à travers le monde avec en tête le continent asiatique et l'Afrique. Les États-Unis en compteraient environ 90 millions, l'Europe à peine 25 millions dont en France hexagonale juste 1,1 million (mais ce chiffre s'est également multiplié par quatre). Donc, dira-t-on, tout cela ne nous concerne guère. En réalité, ce million n'est que la face émergée de l'iceberg, si l'on peut parler ainsi quand les évangéliques francophones viennent en majorité du chaud, du sud, estimés à 45 millions, principalement en Afrique francophone. Par un retour des choses saisissant, l'évangélisme en Afrique n'est pas né de l'ancienne métropole ni des influences nord-américaines, mais c'est l'évangélisme en France métropolitaine qui trouve ses origines dans ses anciennes colonies. Le Quai d'Orsay est jugé « *dépassé* » dans la mesure où ses observations de terrain proviendraient trop de la seule diplomatie « *vaticane* », pourtant la première à avoir mis en garde contre ce phénomène déferlant.

Un tiers des évangéliques francophones viennent du bassin congolais (Brazzaville et Kinshasa). Sébastien Fath a clairement un faible pour un pays en particulier, d'Afrique de l'Ouest, du Sahel : le Burkina Faso dont il chante les louanges du nouveau régime militaire et de sa première pasteur femme d'une *Megachurch*. La communication avec la France ne se fait

pas seulement par l'immigration mais par les réseaux sociaux et les visites de pasteurs africains en France. Si les relations officielles sont bloquées ainsi que les échanges culturels et économiques en général, les dynamiques sociales mutuelles sont en plein essor.

On estime que l'évangélisme est la troisième religion en France, derrière les catholiques (29 %) et les musulmans (10 %), mais devant les juifs, les bouddhistes, en se basant sur le fait que ceux qui se déclarent « autres chrétiens » (à 9 %) comprennent une propension à l'évangélisme. Une religion jusqu'alors sous le boisseau : il aura fallu attendre mai 2023, dit-il, pour que *Télérama* publie un dossier sur les évangéliques en milieu rural et dans les petites villes. Car le phénomène n'est pas limité au quart-monde et aux banlieues.

L'auteur reprend pour titre de son livre celui de Régis Debray en 2017 : *Le Nouveau Pouvoir* (aux éditions du Cerf) où le médiologue était l'un des rares à identifier et à chercher un sens à la montée des évangéliques. Debray qualifiait le mouvement de « *made in USA* » et y voyait une forme de « *théopopulisme* », ce que Fath rejette. Pour autant, Régis Debray s'interrogeait sur les conséquences d'une telle vague pour la société française. Fath écrit : « *Le protestantisme évangélique est passé, en France, du statut de quasi-hérésie discriminée à celui de relève du christianisme* » et, en se basant sur ses atouts sociaux, avance l'hypothèse « *Et si le revivalisme évangélique inspirait un réveil catholique ?* » ■

D. D.



▲ Spectacle sur la vie de Jésus dans une église baptiste de São José dos Campos (Brésil) en 2017.

SOURCE : WIKIPEDIA, PHOTO : AUTO DE PASCO.

DR



Par Gérard Leclerc

Le moment teilhardien

Il s'agit bien d'une décennie (environ 1955-1965), où la mention du nom de Pierre Teilhard de Chardin était omniprésente. Elle n'occupait pas seulement l'espace de la vie intellectuelle, elle semblait correspondre à l'air du temps, au point de requérir l'intérêt du général de Gaulle ou la couleur de l'âme de la chanteuse Dalida. Mais avec la distance, on ne peut considérer le teilhardisme que comme une sorte de météore, aussi vite disparu qu'il avait brusquement surgi. Il convient donc aux historiens des idées d'aujourd'hui de s'emparer de cette décennie teilhardienne pour en analyser le contenu, avec l'éblouissement qu'il suscita chez les uns et l'aversion qu'il provoqua chez les autres. C'est à cette tâche que l'universitaire Mercè Prats s'est consacrée en déployant une énergie considérable. Le gros livre qui résulte d'un tel travail mérite de retenir l'attention de tous ceux qui s'intéressent aux phénomènes intellectuels dans leur logique propre et leur charge passionnelle.

Tout commence au décès du Père Pierre Teilhard de Chardin de la Compagnie de Jésus (Pâques 1955). Une femme étonnante, Jeanne Mortier, va se trouver à l'origine de la publication des œuvres de ce jésuite, qui n'était officiellement connu que pour sa réputation de savant paléontologue. De façon inopinée, elle avait reçu de l'intéressé la charge de légataire de ses œuvres d'ordre théologique, jusqu'ici interdites d'édition. N'étant liée par aucune obédience, elle va s'engager à publier, aux éditions du Seuil, l'ensemble des textes de Teilhard, bénéficiant de la totale complicité de son directeur Paul Flamand. Ce dernier pressentait-il le prodigieux succès que cette publication entraînerait ? Le premier livre, *Le phénomène humain* défie les prévisions les plus optimistes, d'autant qu'il reçoit de la presse un accueil enthousiaste.

Mais, du même coup, ce qui était l'objet d'une réflexion personnelle à l'abri des engouements collectifs, devient courant de pensée, livré aux joutes idéologiques. Jeanne Mortier voudrait bien tenir les guides d'un teilhardisme orthodoxe, d'autant que l'on n'est pas à l'abri des censures romaines. Mais le teilhardisme ne saurait lui appartenir, à elle et à son comité officiel. Désormais dans l'espace public le plus large, il échappe à tout contrôle.

Il est vrai que l'enthousiasme l'emporte de loin sur l'hostilité. Dans *Le Figaro littéraire*, André Billy salue « une vision éblouissante de l'évolution universelle aboutissant au phénomène chrétien ». Un puissant élan d'optimisme anime cette pensée qui vient sans doute aussi à l'heure de l'expansion économique des Trente glorieuses. Comme le remarque Mercè Prats : « *Après une guerre mondiale qui s'est achevée sur une catastrophe atomique, le besoin de croire à l'avenir est manifeste. Une forte volonté de tourner la page gagne la société française. L'avenir, celui que les planistes préparent, s'annonce radieux. Les progrès technologiques y contribuent.* » De ce point de vue, l'exemple d'un Louis Armand, ingénieur, haut fonctionnaire, dirigeant sous le nouveau mode technocratique, est particulièrement intéressant. Ne résume-t-il pas en quelques formules la convenance d'un certain teilhardisme avec l'espoir suscité par la croissance : « *Nous assistons à une remarquable convergence de tous les facteurs de progrès et c'est là un phénomène qui marque un tournant important dans l'histoire de l'homme, puisqu'il traduit un rapprochement des éléments constitutifs de ce que Teilhard appelait la noosphère.* »

Mais, en vis-à-vis d'un tel optimisme, se dresse l'opposition résolue de ceux qui ne supportent pas ce qu'ils désignent comme une forme inédite de la tradition gnostique. Une des attaques les plus vives pour dénoncer le règne du teilhardisme viendra de la plume d'Henri Rambaud. Elle fut, sur le moment, très mal reçue par le Père de Lubac qui la trouva proprement ignoble. Elle vaut néanmoins d'être citée : « *Quelle tentation devant cet extraordinaire succès d'en revendiquer*

pour la Compagnie sa part de gloire ! Mais surtout quelle preuve que Teilhard avait vu juste, que le chemin de la foi au Christ passait par la foi au monde ! » Le fond de la question, c'est bien une naturalisation du surnaturel : « *Comment ces prêtres ne se sont pas aperçu que le christianisme formaté dans les ouvrages de Teilhard n'est pas le christianisme ?* »

C'est donc le religieux lui-même qui est en cause, et non pas seulement l'esprit du temps et les gloses qui lui correspondent. Mais comment distinguer entre les deux, alors que le teilhardisme se développe avec fulgurance, entraînant bien au-delà du monde catholique. Roger Garaudy, qui est alors le principal intellectuel propulsé par le Parti communiste en pleine puissance, revendique son bien, alors que l'heure est aussi au dialogue entre chrétiens et marxistes. Sur son initiative, *Le phénomène humain* sera même traduit en russe dans l'Union soviétique khrouchtchevienne.

Malgré certains entraînements, Jeanne Mortier tente de résister dans son désir de maintenir une pensée orthodoxe. Il lui faut se prémunir autant à droite qu'à gauche. La droite se ramènerait-elle à cette sorte d'intégrisme borné qui dispense d'opérer un réel discernement ? Si l'on relit aujourd'hui un Louis Salleron, on ne peut la tenir pour nulle, d'autant qu'il reconnaît pécher lui-même par simplification : « *Il est parfaitement légitime de manifester tout ce qu'il y a de sincère, d'authentique et de profond dans ce christianisme du Père Teilhard de Chardin. Mais il est non moins légitime de rendre sensibles les dangers de son œuvre. Ces dangers sont grands.* » Même tonalité sur le moment de Pierre Boutang, invité à donner au *Monde* son appréciation. Il pense inaboutie la tentative de conciliation de la science et de la foi mais exprime son estime pour le religieux.

Un religieux qui a, enfin, opéré son entrée solennelle dans une Église qui l'a tenu si longtemps en suspicion. Il est vrai qu'un *Monitum*, c'est-à-dire un avertissement de la Congrégation du Saint-Office est intervenu en juin 1962, pour mettre en garde contre « *des ambiguïtés et même des erreurs si graves qu'elles offensent la doctrine catholique* ». Ce n'est pas la condamnation définitive espérée par les adversaires et redoutée par les partisans. Au sein du concile Vatican II, qui s'est ouvert en 1962, l'auteur du *Milieu divin* intéresse vivement nombre d'évêques. Le Père de Lubac qui vient de publier son maître ouvrage sur *La pensée religieuse du Père Teilhard de Chardin* est sollicité de toutes parts pour répondre à une curiosité largement répandue.

Précisément, ce nom de de Lubac est associé depuis toujours à celui qui fut son ami et qu'il eut à conseiller dans la correction de ses textes les plus importants. Sa proximité l'a toujours persuadé de l'authenticité de sa foi, même s'il n'approuve pas toujours ses formules. Encouragé désormais par ses supérieurs, il donne une interprétation de l'œuvre, dégagée d'un teilhardisme dont il se méfie beaucoup. Ainsi Teilhard apparaît-il dans une autre lumière, celle de la plus profonde tradition patristique, et désormais armé pour se défendre contre les reproches d'égarement gnostique.

Mais la fin de Vatican II correspond curieusement à l'éclipse du teilhardisme, qui va entrer dans l'oubli après un tel éclat. C'est sans doute que l'on pénètre dans une autre période intellectuelle et politique. Mercè Prats insiste sur l'avènement du structuralisme qui change profondément les données du débat philosophique. Est-ce à dire que Teilhard est définitivement oublié ? Ne pourrait-il pas, à nouveau frais, réapparaître ne serait-ce qu'à cause des sollicitations écologiques, celles qui requièrent une approche sérieuse des relations de l'homme et de la nature ? ■

► **Mercè Prats, *Le teilhardisme. Réception et travestissement de la pensée de Teilhard de Chardin en France (1955-1968)*, Presses universitaires de Rennes.**



SOURCE: WIKIPEDIA, PHOTO: JANINE SPROUT.

Promenade littéraire

Ne cessons jamais de parler d'amour

par Indiana Sullivan.

Dans un monde aux repères brouillés, en proie à la résurgence des conflits et à l'atomisation croissante de l'individu, un remède (parmi d'autres) : l'amour. Et quel meilleur moyen de se ragaillardir l'âme et le cœur que la littérature qui en fait le plaidoyer ?

« **T**out l'univers obéit à l'amour », clamait La Fontaine, qui semblait bien sûr de son fait. Si la phrase est quelque peu à nuancer (ne serait-ce pas plutôt la passion que l'amour ?), elle contient encore assez de force véridique pour nous permettre de « *sur-vivre* » (au sens de « *vivre plus intensément* » comme le souhaitait le personnage d'Olga dans *Oblomov*, de Gontcharov).

L'éternel enchantement. – Nombreux sont les écrivains et poètes à avoir apporté leur pierre à l'infini édifice amoureux, apportant çà et là une touche de drame, de joie crépusculaire, de soleil maintes fois reconnus en la personne aimée. Feu Christian Bobin, qui manque cruellement au paysage littéraire, était le magicien de l'amour quotidien magnifié. Entre mythification et focus sur le plus simple détail de l'être objet d'amour, ses ouvrages ne peuvent que panser les maux du cœur. Car la femme n'est pas uniquement aimée chez lui ; elle est adorée, telle une déesse descendue sur terre pour un court laps de temps appelé

la vie. Elle est celle qui apporte cette certitude d'âme sur ce qui compte dans une existence. « *Il n'y a pas de connaissance en dehors de l'amour* », écrit-il dans *Une petite robe de fête*. Elle est surtout celle qui est à même de changer et aussi de bouleverser l'homme dans un feu d'artifice presque originel. Avant, j'étais ; avec elle, j'existe pleinement.

La femme est toute la Femme, accompagnée de sa matrice créatrice de vie, insufflant l'énergie ultime.

Bobin ajoute ainsi : « *Dans le moulin de ma solitude, vous entriez comme l'aurore, vous avanciez comme le feu. Vous alliez dans mon âme comme un fleuve en crue. [...] Vous m'enleviez la sagesse qui est pire que la mort. Vous me donniez la fièvre qui est la vraie santé.* » Encore plus puissante est l'idée de la seconde naissance par l'amour. La femme est toute la Femme, accompagnée de sa matrice créatrice de vie, insufflant l'énergie ultime. Bobin explique dans *La plus que vive* qu'il « nous

faut naître deux fois pour vivre un peu » et fait référence au premier amour de sa vie, une femme mariée appelée Ghislaine : « *Ma deuxième naissance a commencé en te voyant entrer dans une pièce, un vendredi soir de fin septembre 1979.* »

Insaisissable sentiment. – Enchanté, délicat, relevant de l'apparition soudaine, l'amour est bien tout cela à la fois. Il peut également prendre des allures surnaturelles, quasiment féeriques, matinales d'érotisme. Ce basculement de la vie « mortelle » à l'amour céleste (et pourtant charnel) s'observe, par exemple, chez Mireille Best. Relativement méconnue de nos jours, cette romancière et nouvelliste a pourtant marqué le XX^e siècle littéraire par l'originalité de son approche de l'amour lesbien. Alors que cette écrivaine a passé toute sa vie avec sa compagne Jo, dans ses ouvrages, l'amour est paradoxalement insaisissable. À peine a-t-on le temps de l'effleurer du bout des lèvres qu'il se volatilise. Est-ce à dire comme l'affirmait Andy Warhol que « *l'amour fantasmé vaut bien mieux que l'amour vécu* » ? Dans *La femme de pierre*, une nouvelle teintée de fantastique et tirée du recueil *Les Mots de hasard*, Best brosse le portrait d'une jeune femme qui s'écorche le cœur et use son espoir sur une femme statue. Alors que cette dernière prend miraculeusement vie, l'héroïne subit « *un coup d'amour, un coup d'je t'aime* » (comme le chantait Richard Cocciante). « *Elle [ndlr : la statue vivante] m'a regardée comme une eau qu'on traverse* », estime la protagoniste.

Mireille Best déroule alors des phrases d'un lyrisme débordant, où chaque mot est un couperet brûlant à destination de cette surhumaine amante : « *Je t'aime de tous mes os moulus, de toute ma peau lacérée, de tous mes muscles dissous par l'épuisement. Je t'aime de toute la force de l'oiseau fou qui bat dans ma poitrine. [...] Je t'aime, je te lisse, je te brûle.* » La re-transformation de la femme aimée en statue plonge, quelques minutes plus tard, l'héroïne dans un désespoir proche de la mort. Hier, aujourd'hui comme demain, le rejet, la rupture et l'abandon ont toujours été et seront toujours des amputations, le plus souvent laborieuses, donc ardues à recoudre. Mais amputations tout de même dans nos chairs et nos cœurs : « *Je l'ai suppliée, suppliée, j'ai pleuré dans son cou à m'y meurtrir le front.* » L'absence de contrôle du sentiment amoureux de l'autre est en effet une composante essentielle de sa folle désirabilité.

La tragi-comédie de l'amour quotidien. – Tout amour, néanmoins, ne se matérialise pas par une perpétuelle montagne russe de romanesque et de romantisme. Le caractère loufoque et grotesque peut donner matière à penser, ressentir et vivre. Maître de l'insolence, de l'ironie, de la provocation, de la crudité et du prosaïque parfois peu ragoûtant, Bukowski se dévoile à la seconde ou troisième lecture aux plus patients. Dans son recueil de poèmes *Sur l'amour*, nous découvrons un savant mélange d'humour et de sentiments bien réels. Dissimulé sous une feinte indifférence, Bukowski sait, avec grâce, trouver l'amour là où on ne l'attend pas : « *L'amour, c'est un vieux vendeur de journaux au coin de la rue qui n'y croit plus ; l'amour, c'est la pluie sur le toit de l'hôtel le plus miteux à Los Angeles ; l'amour, c'est un tabouret de bar quand il n'y a personne assis dessus.* » Sans compter cette phrase, la plus belle et juste : « *L'amour n'est rien d'autre qu'un phare transperçant le brouillard de la nuit.* » Plus inattendu est le Bukowski faisant la distinction nette entre la sexualité et l'amour. Après une vie de péripéties toutes plus folles les unes que les autres, il en arrive à une conclusion atemporelle et sans appel : « *J'ai un chouette jardin, j'ai une femme ravissante, je n'ai plus le sentiment d'être un godemichet, j'ai le sentiment d'être un homme, c'est bien plus agréable, sans blague, vous en faites pas pour moi.* » Car finalement, au-delà du plaisir d'être un objet de grand, de puissant amour, n'est-ce pas le but (avoué ou inavoué) de tout homme et de toute femme que d'être choisi lui, choisie elle, face à des milliers, des millions d'autres ? Dans ce grand théâtre où nous jouons des rôles tout en restant nous-mêmes, où nous endossons plusieurs costumes (amoureux, « *désamoureux* », veuf ou veuve, quitté(e), de nouveau pris de passion), ne désirons-nous pas, plus que tout, comme le pensait Gide, « *être préféré* » ? Telles des comètes dont la course, un jour ou pour toujours, s'arrête dans le ciel d'autrui. ■

Les Lettres

Un roman balzacien

C'est depuis un quartier qui fut longtemps provincial qu'est exhumé un fait divers atroce avec l'affaire Epstein parmi les décors.

Le onzième roman de Louis-Henri de La Rochefoucauld devrait commencer par une illustration, celle d'une carte du centre du XVI^e arrondissement de Paris. Il faut maîtriser ou à défaut découvrir sur un plan ce que représente le quartier de la place de Costa-Rica. Lecteur qui pensez que le XVI^e se divise entre le 75016 et le 75116, vous êtes dans l'erreur. Il y a d'autres frontières. L'auteur nous les révèle.

C'est entre le petit collège de Saint-Louis-de-Gonzague (Loyola dans le roman), la Chaussée de la Muette, la rue Scheffer et la rue Raynouard que se tient la plupart du temps l'action du livre. Il y a des incursions boulevard Arago et rue de Babylone, des vacances sur les îles anglo-normandes ou au pays basque. Mais le cœur de l'affaire, qui est inspirée d'un vrai et abominable fait divers, se tient autour de Loyola. Pourquoi ? Parce que c'est là qu'a été scolarisé l'enfant Ivan, parce que c'est à quelques centaines de mètres qu'a eu lieu l'assassinat qui avait fracturé l'enfance de celui qui était alors un élève de huit ans.

Le petit Ivan Kamenov, dont le patronyme vient percuter celui d'un criminel aujourd'hui décédé, Léonid Kameneff, est ami avec le petit Alexis Dubois. Laissons le lecteur découvrir ce qui va arriver, arrêtons-nous à la peinture de genre que fait l'auteur des mœurs du XVI^e du quartier qu'on pourrait nommer Balladur, au-des-

sus des jardins du Trocadéro. Une promenade rue de Passy, rue de la Tour, peut donner une idée du décor. Pour le reste, faites vos achats à la Grande Épicerie et vous aurez le climat. Les hommes sont bien élevés et déçus, mais ils ont été élevés à la dure chez les jésuites si bien qu'ils savent ne rien laisser paraître de leurs sentiments. Les femmes sont exigeantes et imprévisibles. Elles ont été élèves à « Lübeck », ce qui est plus facile que d'avoir rendu des copies doubles à Sainte-Marie-de-Neuilly.

De toute façon, ils se marieront entre eux, avec des histoires de lieux de réception compliqués à Trifouillis-les-Oies et des voûtes d'acier lorsque le mari est à Polytechnique. Mais le sujet n'est pas de faire sur 250 pages un descriptif ironique d'un arrondissement que l'auteur connaît par cœur.

Ivan Kamenov est devenu un auteur de théâtre reconnu, mais « *alors que sa carrière décollait, son mariage s'était écrasé* ». Il fête son « *divorce de coton* » à 38 ans et voit affluer les virements de droits d'auteur. Il lui manque un nouvel amour, qui va se manifester en la personne d'Albane, une actrice mariée à Michel Hugo, ex-socialiste cocaïnoman devenu producteur riche. Cet homme a choisi le VII^e arrondissement, rue de Babylone ; il achète des œuvres d'art et a un chef à domicile, ainsi qu'un majordome qui espionne sa femme. Paris ne l'aime plus, il est radioactif et daté. Bien sûr, il a quinze ans de plus qu'Albane, épousée lorsqu'elle était une toute jeune femme et dont il est devenu le Pygmalion.

Le retour au drame initial, lorsqu'il apprend qu'Albane est liée à la victime du fait divers de son enfance, amène Ivan à raconter cette blessure d'enfant, à vouloir la rencontrer. Dans le même temps, il est censé remettre une pièce de théâtre, *L'Amour moderne*, à son mari. L'intérêt du roman est bien là : le contraste entre ►



▲ Louis-Henri de La Rochefoucauld. Un des meilleurs romanciers de sa génération.

SOURCE : EDITEUR ROBERT LAFONT.

les sentiments, les souvenirs du héros et le monde insupportable où vit la femme qu'il va aimer. On est proche de Balzac – qui habitait à quelques centaines de mètres d'Ivan en descendant la rue Raynouard, dans un quartier encore campagnard au XIX^e siècle.

Un roman proche de Balzac, car il n'a rien de léger, même si on sourit beaucoup en le lisant. – Le « *demi-monde* » du show-biz est parfaitement saisi. L'auteur approche avec habileté les thèmes des violences conjugales, des injonctions contradictoires ou de l'affaire Epstein. Affaire Brunel pour sa version française, ici sous le trait d'un Leblanc. À point nommé, il nous dévoile un formidable portrait sur cinq pages du « *satrape de l'Upper East Side* » dont il dit avec malice que « *comme tous les faux monnayeurs de la morale, il présidait des fondations* ». C'est ce Leblanc qui avait cédé Albane à Michel Hugo.

Entre quelques évocations des mœurs opposées des deux rives de la Seine, l'auteur nous livre l'histoire d'un drame d'enfant. Alors qu'il est confronté au déni ambiant – en cela il continue de traiter les questions actuelles –, il cherche à en parler, à en faire parler. L'amour, c'est aussi se raconter ce qui s'est passé enfant, si on est capable de s'en souvenir, puis de le dire. Une des principales qualités du roman est de faire alterner des allusions politiques et historiques (Mitterrand, Grossouvre, Rousselet) et des scènes familiales. Elles sont souvent violentes, sans complaisance.

Formidable roman, couronné par l'Interallié et le Prix Cabourg du roman, ce livre est celui de notre monde, où le mal finalement se dévoile. La maquette de la première de couverture met en valeur un beau dessin de Floc'h, où un homme en tenue de soirée sert du champagne à une femme en robe longue, tandis qu'explose au loin la tour Eiffel. ■

LAURENCE VARAUT.

► **Louis-Henri de La Rochefoucauld, *L'Amour moderne*, Robert Laffont, Collection Pavillons, août 2025.**

Musique

Bertrand Belin

Décidément, la scène bretonne donne à la chanson française ses plus beaux fleurons. Avec son huitième album, *Watt*, le Morbihannais Bertrand Belin vient nous électriser.

Notre seul regret est d'avoir découvert ce chanteur compositeur très tard. Sa notoriété n'est apparue qu'en 2019 à la sortie de son sixième album, *Persona*. Il avait pourtant déjà été remarqué par l'académie Charles-Cros en 2010 avec *Hypernuît*. Mais il aura fallu qu'il mette son talent au service de la littérature et



Watt, le huitième album de Bertrand Belin.

du cinéma pour qu'enfin la profession salue son talent. Car, du talent, le garçon n'en manque pas. D'abord, dans la composition musicale de ses morceaux mêlés de cordes et d'électronique. Aussi, dans l'écriture des chansons empreintes de mélancolie, ciselées à la façon de Boris Bergman, le principal parolier d'Alain Bashung, à qui il est naturellement comparé tant leurs grains de voix se confondent. Cette voix si profonde et particulière que certains critiques disent de lui, à juste titre, que c'est le clone vocal de l'australien Nick Cave. Quel hommage !

Décidément, les auteurs compositeurs de la scène rock française savent tout faire. Attiré par le cinéma, nous avons vu un Bertrand Belin très convaincant au côté de Mathieu Amalric dans le film *Tralala* des frères Larrieu, dont il signa par ailleurs la bande originale. Poète et romancier également, il écrit plusieurs recueils dans lesquels il revient avec une belle émotion sur son enfance, et son mal-être dans une famille mal aimante, notamment dans son roman *La Figure*, sorte d'autofiction éditée début 2025. Et c'est justement cette fragilité intérieure que l'on ressent à l'écoute de *Watt*. Des mélodies sensibles aussi avec *Tel qu'en moi-même*, sixième morceau de l'album sur un texte court et violent à la fois. On retrouve l'élégance du chanteur dans *Certains jours*, sa colère aussi dans *Pluie de data*. L'artiste en noir jongle avec les mots et les cordes pour notre plus grand plaisir. Un album abouti donc, riche de poésie et de délicatesse, à écouter en boucle pour y extraire la substantifique moelle ! ■

D. J. HELLER.

► **Une trentaine de dates en France de février 2026 à mars 2027.**

Art de vivre

Renouveau de la cuisine asiatique

Le Nouvel An lunaire, dit Nouvel An chinois, qui a débuté le 17 février, est placé sous le signe du cheval de feu, symbole de liberté, d'audace et de renouveau. Le renouveau est précisément ce qui caractérise les restaurants de cuisine chinoise depuis quelque temps en France, à Paris notamment, où les établissements se modernisent et se multiplient.

La restauration, tout comme la confection et la maroquinerie, était un des gagne-pains privilégiés de la diaspora chinoise fraîchement immigrée en France il y a un demi-siècle et plus. Et les restaurateurs et traiteurs chinois ont longtemps proposé une cuisine adaptée au goût occidental, aidés par l'empire du Milieu pour l'importation de denrées alimentaires produites en Chine.

Mais l'image de ces établissements traditionnels est maintenant vieillissante et stéréotypée. Aujourd'hui, les descendants de ces premières générations, s'ils ne souhaitent évidemment pas qu'on les enferme dans une culture qui n'est que partiellement la leur, ont à cœur de voir la restauration chinoise évoluer. Aidés par une nouvelle génération de jeunes immigrés, qui revisitent les saveurs authentiques et laissent parler leur créativité tout en mettant en avant la grande diversité culinaire de la Chine, cette image moderne plaît particulièrement aux jeunes générations de France, friandes de cuisine exotique : parfumée, savoureuse et colorée.

Ce qui est valable pour la cuisine chinoise peut s'étendre à l'ensemble de la cuisine asiatique. Et tout cela est particulièrement bien illustré dans le film de Stéphane Ly-Cuong : *Dans la cuisine des Nguyen* (2025). L'héroïne du film, entre ses recruteurs qui ne voient en elle qu'une « recrute asiatique » et sa mère qui aimerait la voir reprendre le restaurant familial, illustre à la perfection la vie entre deux cultures et deux générations. Ses envies et ambitions ne sont plus celles des premières générations d'immigrés asiatiques, et c'est bien légitime !

M. B.



Frederik X, roi de Danemark a effectué une visite officielle au Groenland du 18 au 20 février en soutien aux habitants de ce territoire convoité par Donald Trump.

© MAISON ROYALE DE DANEMARK.



Frederik X, roi de Danemark

Le garant de l'intégrité du Groenland

par Denis Cribier.

Convoité par Donald Trump, le Groenland « n'est pas à vendre », martèle Mette Frederiksen, Première ministre de Danemark, le 13 janvier 2026, lors d'une conférence de presse à Nuuk (capitale du Groenland), en présence de son homologue groenlandais Jens-Frederik Nielsen.

En 2025, le président des États-Unis n'a eu de cesse de multiplier les interventions et provocations à l'encontre de l'intégrité territoriale du Groenland, territoire autonome, intégré au Danemark en tant que comté d'outre-mer depuis 1953, et anciennement colonie danoise (1).

L'intégrité territoriale du Groenland n'est pas négociable. — On retiendra l'annonce de la visite « touristique » d'Usha Vance, épouse du vice-président américain J. D. Vance, venue en mars 2025 au Groenland avec son fils, prétextant vouloir découvrir l'île et assister à la course nationale des équipages de chiens de traîneau (*Avannaata Qimussersua*).

L'inquiétude et les réactions hostiles du Danemark et du Groenland s'étaient alors amplifiées par l'annonce du déplacement simultané de Mike Waltz, conseiller de Donald Trump à la sécurité nationale, de Chris Wright, secrétaire à l'Énergie, puis du vice-président J. D. Vance en personne.

Celui-ci déclarait à son arrivée : « *Le président s'intéresse beaucoup à la sécurité de l'Arctique... et ce problème ne fera que s'aggraver au cours des prochaines décennies* », tout en prononçant dans une vidéo sur X les propos suivants : « *Beaucoup de pays étrangers ont des visées sur*

Ni la sécurité du Groenland ni, encore moins, l'autodétermination des Groenlandais ne sont, de toute évidence, la préoccupation majeure des États-Unis.

le Groenland, son territoire et ses voies navigables pour menacer les États-Unis, le Canada et, bien sûr, ses habitants. Au nom du président Trump, nous voulons renforcer la sécurité du Groenland, car il est important de protéger la sécurité du monde entier », et d'ajouter : « *Malheureusement, les dirigeants américains et danois ont ignoré le Groenland pendant trop longtemps... Nous pensons que nous pouvons changer cela et je vais aller voir*

ce qu'il en est. »

Préalablement, sur DR (télévision nationale danoise), la Première ministre avait qualifié l'attitude des États-Unis comme « *une pression tout à fait insupportable sur le Groenland, mais aussi sur le Danemark, et par conséquent sur l'unité du royaume* » à laquelle « *nous devons résister* », tout en ajoutant qu'il existait « *un soutien massif au Groenland, des pays nordiques et de l'Union européenne* », tandis que les autorités groenlandaises jugeaient « *indésirable* » cette visite.

Le prétendu motif touristique avait fini par conduire la délégation sur la base aérienne américaine de Pituffik, base secrète située à plus de mille kilomètres au nord du cercle polaire, construite en 1951 et découverte par hasard la même année par l'explorateur français Jean Malaurie lors d'une sortie en traîneau.

Ni la sécurité du Groenland ni, encore moins, l'autodétermination des Groenlandais ne sont, de toute évidence, la préoccupation majeure des États-Unis ; celle de l'accès à ses richesses minérales et naturelles, par tout moyen, est, pour eux, tout au contraire primordiale. Dans son discours au Congrès, en mars 2025, Donald Trump déclarait « *vouloir posséder le Groenland, d'une manière ou d'une autre* ».

Un roi diplomatiquement sur la réserve, mais activement engagé. — Conforme à son rôle constitutionnel de garant, le roi est volontairement resté en retrait des ►

tensions politiques entre les États-Unis, le Danemark et le Groenland, laissant sa Première ministre et son homologue groenlandais aller au front, tout en étant régulièrement informé de la situation, notamment lors de sa présidence des séances du Conseil d'État, où ses questions et recommandations sont prises en compte par le gouvernement. (2)

L'attitude réservée du roi vis-à-vis de Donald Trump, pour raison diplomatique, ne saurait effacer son intervention active au cours de l'année 2025 et en ce début d'année 2026.

L'an dernier, le roi a continué à prendre des initiatives et est intervenu publiquement, notamment lorsque le vice président américain J. D. Vance est venu marcher sur les plates-bandes groenlandaises. Un message publié sur ses réseaux sociaux, le 28 mars, ne pouvait être plus clair : *« Nous vivons dans une réalité altérée. Il ne fait aucun doute que mon amour pour le Groenland et mes liens avec le peuple groenlandais sont intacts. »*

Depuis son accession au trône le 14 janvier 2024, le roi n'a cessé de témoigner de son attachement au Groenland, non seulement pour sa population, mais encore en tant que garant de son intégrité et de son autonomie territoriale. Ce fut l'une des premières visites du couple royal et de sa famille, en juillet 2024.

Le 28 août 2025, le roi a renouvelé cette initiative en recevant, à Copenhague, le Premier ministre groenlandais en vue de sa visite officielle sur l'île, programmée dès le lendemain. Sa venue à Nuuk (capitale) en compagnie de Jens-Frederik Nielsen affichait sans ambiguïté l'unité entre le Danemark et le Groenland. De manière encore plus démonstrative, le roi et le Premier ministre groenlandais se faisaient prendre en photo côte à côte, naviguant dans un fjord près de Nuuk, en tenue décontractée.

Tout comme lors de son discours du Nouvel An du 31 décembre 2024 (1), le roi Frederik X, adressant ses vœux aux Danois pour 2026, a évoqué le Groenland par ces mots : *« Au printemps, j'ai eu le grand plaisir de retourner au Groenland, où j'ai une fois de plus été accueilli avec une chaleur et une gentillesse débordantes... C'était et c'est toujours une période mouvementée. Malgré cela, les Groenlandais ne faiblissent pas, mais résistent avec force et fierté. »*

Le 1^{er} janvier 2026, lors du banquet de Nouvel An, réception donnée à Copenhague par les souverains danois au palais Christian VII d'Amalienborg, la reine mère Margrethe II, fine politique, arborait le diadème Naasut en or groenlandais, cadeau du gouvernement autonome pour ses 40 ans de règne en 2012. Les premières déclarations publiques de Frederik X concernant le Groenland en 2026 datent du 29 janvier, lors d'une visite officielle en Lituanie : *« Nous sommes profondément solidaires de ce que vit le*

peuple groenlandais et nous sommes très touchés par ce qui se passe au Groenland en ce moment, ces dernières semaines », annonçant par ailleurs une nouvelle visite sur place du 18 au 20 février.

Le soutien des monarchies nordiques, de l'Islande et de la Finlande, à la souveraineté danoise dans l'Arctique, celui de l'Union européenne et de l'OTAN, qui y renforce sa protection, en ajustant l'accord de 1951 avec Washington, devrait satisfaire le roi Frederik X, garant tranquille de l'intégrité territoriale du Groenland. ■

(1) Royaliste n° 1294 : Frederik X, roi de Danemark, face à Donald Trump.

(2). Royaliste n° 1273 : Frederik X intronisé roi de Danemark.

Brèves royales

■ **9 au 12 février. Riyad.** – Visite prolongée du prince de Galles, William, 43 ans, en mission pour le gouvernement britannique, pour renouer les relations avec le prince héritier Mohamed Ben Salmane (MBS), 40 ans, ébranlé depuis 2018 (assassinat du journaliste Khashoggi). Ils se sont vus plus de trois heures, puis lors d'un dîner privé. MBS lui a servi de guide pour la visite de l'ancienne cité des Saoud, At-Turaif près de Riyad. Le prince William n'était accompagné d'aucun ministre, seulement de l'ambassadeur sur place.

■ **13 au 14 février. Munich.** – Intervention du prince Reza Pahlavi à la Conférence sur la sécurité. Il a lancé un appel à l'intervention militaire américaine pour permettre le changement de régime en Iran et réitéré les principaux points de la



Reza Pahlavi, prétendant au trône d'Iran.

transition déjà développés l'an dernier au même endroit. Il a appelé les Iraniens à continuer de manifester.

Le lendemain, environ 200 000 personnes ont acclamé le prince dans la capitale bavaroise. Des rassemblements ont eu lieu à Toronto (Canada) et Los Angeles (USA).

■ **18 au 20 février. Nuuk.** – Visite au Groenland du roi Frederik X. Précédentes visites : 29 juin 2024, 29 avril 2025. La popularité du roi conduit certains observateurs à distinguer l'allégeance des Groenlandais à la Couronne, de leur inclusion dans la souveraineté territoriale danoise. En vertu de la théorie dite de l'Union personnelle, le roi pourrait ainsi être maintenu comme roi d'un Groenland indépendant tout en demeurant par ailleurs roi du Danemark. L'hypothèse avait déjà été évoquée lors des projets d'indépendance de l'Écosse, Charles d'Angleterre restant roi d'Écosse et non plus du Royaume-Uni.

Le couple royal danois avait également fait une tournée des trois pays baltes, en Estonie (27 au 28 janvier), en Lituanie (28 au 29 janvier), outre la Lettonie en octobre 2025, soulignant ainsi le rôle stratégique du Danemark dans le contrôle des détroits qui ferment la mer Baltique. (Lire aussi pages 21 et 22).

■ **Le « néo-royalisme ».** – Le 2 février, la revue en ligne *Le Grand Continent* a publié une traduction d'une tribune parue dans le quotidien *The New York Times* du 26 janvier : « Le néo-royalisme : le nouvel ordre mondial de Donald Trump », tribune signée de deux universitaires américains, Stacie E. Goddard, de Wellesley College, et Abraham Newman, de l'université Georgetown de Washington. Pourquoi ces auteurs avaient-ils choisi de qualifier le trumpisme de « néo-royalisme » ? Le concept avait fait l'objet de leur essai théorique rédigé en juin dernier et publié par la prestigieuse revue de sciences politiques, *IO (International Organization)*, dans son numéro daté de décembre 2025 sous le titre complet : « En arrière toute vers le futur : le néo-royalisme, l'administration Trump et le système international émergent. »

Par royalisme, les auteurs se réfèrent au monde pré-westphalien, à une légitimité de type familial ou dynastique, à une forme de pouvoir patrimonial, à un ordre international hiérarchisé, qui aurait caractérisé l'Europe continentale pré-XVI^e siècle, entre Moyen Âge et Renaissance. Voir l'analyse sur le blog de Bertrand Renouvin : <https://www.bertrand-renouvin.fr/le-trumpisme-un-neo-royalisme-par-yves-la-marck/>

■ **19 février. Londres.** – Arrestation et garde à vue de 8 heures du matin à 19 heures d'Andrew Mountbatten-Windsor, jour de son 66^e anniversaire, et perquisition de ses résidences dans le cadre

SOURCE: WIKIPEDIA PHOTO © ALAIN ROLLAND.

de l'enquête ouverte pour « *manquement à ses fonctions publiques* ».

L'ex-prince, déchu de ses titres par le roi Charles III en octobre dernier, est soupçonné d'avoir transmis des informations au financier Jeffrey Epstein entre 2001 et 2011 lorsqu'il était chargé de missions commerciales.

Dans un communiqué du palais de Buckingham, le roi a réitéré sa volonté que les procédures légales suivent leur cours (« *Law must take its course* ») manifestant sa « *plus grande inquiétude* ». Si le roi Charles est connu pour s'être toujours opposé aux activités officielles de son frère cadet, l'affaire devrait ternir l'image iconique de sa mère, la reine Élisabeth II, qui a constamment protégé Andrew.

MARIE-JO YORK.

La Maison de France

■ L'association Gens de France



Gens de France est une association que Mgr le comte de Paris a créé en 2003 pour favoriser, autour de la Maison de France, la relation entre les personnes et contribuer, par ses actions, au bien de la France et à son rayonnement à l'étranger.

Grâce aux bonnes volontés qu'elle rassemble, l'association soutient le Prince dans ses engagements dans des domaines aussi variés que le patrimoine, l'environnement, le handicap ou la défense.

Pour adhérer à Gens de France, suivre le lien : <https://comtedeparis.com/>

■ La restauration de l'obélisque de Madame Adélaïde



La fondation Saint-Louis, dont le président d'honneur est Mgr le comte de Paris et qui gère le patrimoine de la Maison de France, lance un appel aux dons pour procéder à la restauration et au nettoyage de l'obélisque dit de Madame Adélaïde, situé en forêt d'Eu, sur la commune de Millebosc (Seine-Maritime).

L'Obélisque de Madame Adélaïde a été érigé en 1845 au milieu de la forêt d'Eu par le roi Louis-Philippe en l'honneur de sa sœur cadette. L'obélisque servira de monument commémoratif après la mort de celle-ci.

Aujourd'hui, la fondation Saint-Louis souhaite procéder à sa restauration et à son nettoyage. En effet, le monument nécessite des travaux pour réparer quelques éléments endommagés, opérer un nettoyage en profondeur de la pierre et rétablir son dispositif de protection. Ce travail devrait être réalisé dans le courant de l'année 2026.

Si vous souhaitez participer par votre don à cette belle œuvre utile, que vous soyez un particulier une association ou une entreprise, vous pouvez le faire sur le lien suivant : https://mecenat.fondation-saint-louis.com/obelisque_millebosc/~mon-don.

La Nouvelle Action royaliste

■ Communiqué du CD de la NAR

Sur le meurtre de Quentin Deranque.

La mort de Quentin Deranque est un événement tragique qui a secoué la France. La Nouvelle Action royaliste, qui s'oppose depuis toujours à toute forme de violence politique, adresse son soutien à la famille de la victime. Elle apprécie l'appel au calme lancé par les parents de Quentin, son refus de toute récupération et son civisme, dans des circonstances aussi difficiles.

Cet acte de pure barbarie renvoie à un contexte particulier : celui de groupes très minoritaires, agissant en dehors de tout encadrement politique, selon des logiques d'affrontements primaires qui débouchent sur l'ultraviolence. Contrairement à ce que propagent certains médias, la France n'est aucunement « au bord de la guerre civile ». Pas plus qu'elle n'est menacée d'une quelconque résurgence du fascisme.

Les responsabilités de ce crime ne peuvent pour autant être occultées. Et en premier lieu celle des réseaux sociaux qui relayent en permanence les messages de haine de ces groupes, allant aujourd'hui jusqu'à l'appel au meurtre. L'action mal-faisante de ces réseaux ne peut plus être tolérée. La NAR enjoint les pouvoirs publics à les mettre sérieusement sous contrôle.

La responsabilité morale et politique des responsables de La France Insoumise est clairement engagée. Le soutien apporté au groupe d'ultragauche à l'origine des faits, la stratégie de tensions qu'elle revendique, sa volonté de réduire le débat politique à un affrontement caricatural entre « fascistes » et « antifascistes » déconsidèrent ses dirigeants. Il est plus que temps qu'ils changent de pratique et qu'ils fassent le ménage dans leurs rangs. Sinon, ils seront rapidement mis au ban de la nation.

Tenter de récupérer le crime de Lyon, comme le fait actuellement une partie de la droite et de l'extrême droite, est lamentable. L'ultragauche n'a pas le monopole de la violence et les exactions de certains groupes identitaires sont parfaitement documentées. Face à la barbarie, il ne peut y avoir « deux poids deux mesures » et surtout pas de misérables calculs politiques.

La NAR s'associe à tous ceux qui rejettent les logiques d'affrontements entre Français et appelle à sanctionner sans ménagement les partis qui s'inscrivent dans ces logiques lors des prochaines échéances électorales.

■ Notre souscription pour 2025

Un grand merci à tous nos souscripteurs.

La copieuse liste que nous publions ci-dessous, qui clôture notre souscription pour 2025, dépasse les 13 000 euros, alors que nous nous étions donné un objectif plus modeste de 10 000 euros. Que tous les amis qui ont répondu à nos appels successifs en soient remerciés. Grâce à cette belle somme, Royaliste et la NAR vont pouvoir continuer à progresser à vive allure.

Nous adresserons à l'ensemble de nos lecteurs, avec le premier numéro de mars, un premier appel pour la souscription 2026. Ils y trouveront un point précis sur les développements en cours ainsi que sur les nouveaux projets que nous souhaitons lancer cette année. Ceux de nos amis qui le souhaitent peuvent dès à présent faire un don défiscalisé au journal (cf. modalités exposées plus loin)

3^e liste de souscripteurs

Jérôme Anduze : 40 – Jean Bachelier : 100 – Eric Barrault : 150 – Antoine Barrière : 500 – Loïc de Bentzmann : 250 – Didier Bourdelin : 100 – Philippe Cailieux : 150 – Jean de Launoy : 30 – Marc Desaubliaux : 30 – Philippe Dillmann : 1 500 – Jean Baptiste Donnier : 500 – Philippe Dubois : 20 – David Evans : 100 – Philippe Fermon : 150 – Henri Houzet : 100 – Patrick Isambert : 100 – Michel Kerautret : 200 – Jean-Louis Legoux : 50 – Yves Manville : 30 – Denis Matton : 30 – Jacqueline Mazuel : 10 – Carlos Jorge Morgado Pereira : 50 – Alain Perdrix : 50 – Jean-Michel Rommel : 100 – Pierre-Jean Sauterey : 150 – Diane Surrel : 100 – Karl Touitou : 50 – Laurent Tréhu : 200 – Stéphane Vercey : 100 – Anonyme Paris : 25 – Marielle Zographos : 80.

Total de cette 3^e liste : 5 045 €

Total général : 13 094 €

■ Dons défiscalisés pour Royaliste

Sans attendre l'ouverture de notre souscription, qui démarrera le 1^{er} mars, vous avez dès maintenant la possibilité de faire un don défiscalisé au journal au titre de l'année 2026. Souscrit par le biais de l'Association Presse et Pluralisme, un tel don vous permet de bénéficier d'une **réduction d'impôt égale à 66 %** du montant versé, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.

Pour souscrire, il suffit de vous connecter sur le lien suivant : <https://dons.presseetpluralisme.fr/site/pp/Royaliste/fr/don/index.html>



D.R.

Par Bertrand Renouvin

Une violence en mutation

Le lynchage de Quentin Deranque, jeune militant identitaire, par un groupe d'antifas lyonnais, ne peut être ramené à l'effet tragique d'une violence politique qui a toujours existé, à l'extrême droite comme à l'extrême gauche. Inscrire cette mise à mort injustifiable dans une constante historique, c'est la rendre acceptable par résignation, au nom d'une fausse lucidité. C'est manquer la dangereuse mutation des actions violentes.

Nous avons connu, au siècle dernier, de nombreux affrontements physiques entre groupes politiques. Au moment du Front populaire, le risque de guerre civile existait et la guerre d'Algérie a placé les Français au bord de l'embrasement généralisé. Qu'il s'agisse des ligues de droite avant la Seconde Guerre mondiale ou des groupes gauchistes dans les années soixante, l'usage de la violence était soumis à des objectifs stratégiques et tactiques dictés par l'idéologie. Les organisations militantes chargées de conduire les manifestations, de protéger les réunions ou d'attaquer celles des adversaires, étaient soumises au contrôle de la direction politique et à une stricte discipline interne qui maintenait les affrontements physiques dans des limites qui, en général, permettaient d'éviter les blessures mortelles.

Nous avons changé d'époque. On pouvait observer, dès le milieu des années quatre-vingt dix, que de jeunes manifestants n'avaient aucune conscience de la portée de leurs gestes. Les comportements irresponsables sont restés minoritaires mais, depuis des années, la tendance est à l'aggravation. À cela, deux raisons. J'ai déjà repris l'avertissement de Milan Kundera : « *la liberté des pulsions va grandissant* » et la violence des pulsions individuelles est de plus en plus apparente. Les comportements pulsionnels sont encore plus dangereux quand ils se vivent dans un « groupe en fusion » qui est convaincu d'incarner le Bien chargé d'éradiquer le Mal. Or c'est bien le manichéisme qui progresse. Il progresse publiquement dans les médias télévisés qui cultivent depuis plus de trente ans un moralisme à la manière américaine dans les relations internationales. Il progresse plus discrètement dans les groupes extrémistes des deux bords, jusqu'au moment où il explose de manière criminelle – qu'il s'agisse de l'incendie d'un véhicule de police ou du lynchage d'un adversaire.

Le manichéisme militant est le fruit de l'inculture politique croissante. Les grands partis politiques ont sacrifié le travail de formation aux artifices de la communication. Les groupes extrémistes ne se signalent pas par leur réflexion politique mais par

leurs emblèmes, leur tenue vestimentaire et leurs rituels. À l'ultradroite, on brandit des croix celtiques et on porte des blousons de cuir : hommage au mouvement Jeune nation des années cinquante du siècle dernier, qui n'a jamais eu d'influence politique. À l'ultragauche, on réplique par des tenues noires et des slogans antifascistes en se spécialisant dans les provocations anti-policières qui ont gravement nui au mouvement syndical depuis la mobilisation contre la loi El Khomri. Des deux côtés, on a sacrifié l'imaginaire politique à l'imagerie passéiste. Le spectacle donné est caricatural, quand il ne tourne pas à l'odieux.

Le Rassemblement national a compris qu'il fallait couper tout lien avec les groupuscules de l'ultradroite et il se pose aujourd'hui en défenseur angélique de la paix civile – comme si nous pouvions oublier que cette formation diffuse, comme naguère le Front national, la haine identitaire.

Alors que La France insoumise aurait pu être, après 2017, la matrice d'un vaste rassemblement patriotique et social, voire révolutionnaire, Jean-Luc Mélenchon a choisi la voie sectaire, dans la rivalité mimétique avec l'extrême droite : la « *France nouvelle* » des minorités religieuses et ethniques contre la vieille France des campagnes et des bourgeois réactionnaires, déjà acquise au « *fascisme* ». Cette opposition est inepte mais l'ineptie a un sens si elle permet de camper Jean-Luc Mélenchon en héros de l'antifascisme lorsque le Rassemblement national aura pris le pouvoir. Car l'objectif n'est pas de faire barrage à Jordan Bardella avant l'élection présidentielle, mais de le chasser et de défaire son parti en profitant du choc provoqué par sa victoire.

Tendu vers ce but, Jean-Luc Mélenchon n'a que faire de la réflexion intellectuelle et de la formation militante. Cet homme intelligent et cultivé encourage les comportements imbéciles et violents dans son mouvement et dans la mouvance « *antifa* » – ainsi la campagne « *La police tue* » –, comme il se doit lorsqu'on entre dans une logique de guerre civile.

Contre cette analyse, La France insoumise pourra brandir son programme. Certes. Mais, d'ordinaire, un parti politique s'efforce de raccorder son programme à l'actualité. Jean-Luc Mélenchon a-t-il fait des propositions pertinentes, inspirées par la planification écologique, depuis les inondations qui dévastent une partie de notre pays ? Non. La stratégie de la tension prime sur le reste, sans le moindre projet révolutionnaire. Le chef de La France insoumise est un héros de notre temps, radicalement individualiste. Il est prêt à sacrifier les hommes et les idées à son ambition. ■

Sommaire

Page 2 : Actualité - Événements

Mercredis de la NAR. – Autres événements.

Pages 3 à 5 : La Politique

En cas de guerre, serions-nous prêts ? – L'hydroélectrique en danger. – Sur le mur de Jean Chouan. – Le radicalisme (6). – La politique au crible.

Pages 6 à 8 : La Nation française

Municipales : la stratégie des partis. – Les tiraillements des Turcs en France. – La Quinzaine en France.

Pages 9 à 11 : Les Chemins du monde

La tentation de l'Inde. – Un triomphe socialiste au Portugal ? – Bad Bunny au Super Bowl – Les Faits marquants.



Pages 12 et 13 : Synthèse

Mémoires : Juan Carlos, une tragédie espagnole.

Pages 14 à 17 : Les Idées et les Livres

Ecologie et politique industrielle. – Rire sans modération. – L'année Malraux. – Jésus parle français – Le moment teilhardien.

Pages 18 à 20 : Les Lettres et les Formes

Ne cessons jamais de parler d'amour. – Un roman balzacien. – Musique : l'album de Bertrand Belin – Renouveau de la cuisine asiatique.

Pages 21 à 23 : La Voie royale

Le roi de Danemark, garant de l'intégrité du Groenland. – Brèves royales. – La Maison de France. – La Nouvelle Action royaliste.

Page 24 : Éditorial : Une violence en mutation.